ISSN 0024-7650

# *Chili :* manifestations populaires et grandes manœuvres des partis de l'opposition

p. 10 et 11

lutte ouvrière

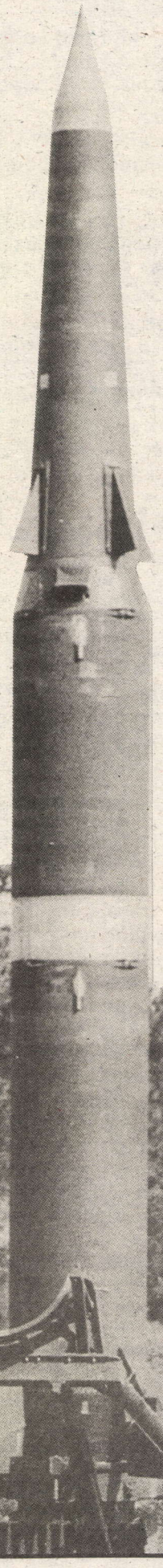
Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 808 - 26 novembre 1983 - prix : 6 F

**Chiffres du chômage**

**trucages, magouilles et falsifications**

p. 4

# Les SS 20 et les Pershing préparent la guerre



# Qui veut la paix doit préparer la révolution

M 6189 - 808 - 6 F

# sommaire

## Dans le monde


Page 6 :
— **RFA : les Pershing arrivent.**
— **Tchad : les conséquences désastreuses de la guerre.**

Page 7 :
— **Les troupes françaises au Liban : dans le camp de Gemayel, d'Israël et de l'impérialisme américain.**
— **Mitterrand colonialiste : pas nouveau !**

Page 9 :
— **Pologne : le prix de la dictature.**
— **Du droit de manifestation dans l'Espagne socialiste.**

Pages 10 et 11 :
— **Chili : manifestations populaires et grandes manœuvres des partis politiques.**

Page 12 :
— **Après les attentats en Guadeloupe.**

Page 13 :
— **Nicaragua : sous la menace d'une intervention américaine.**
— **Bolivie : les travailleurs contre le gouvernement de Siles Zuazo.**


## En France


Page 4 :
— **Les chiffres du chômage : trucages, magouilles et falsifications.**
— **Unédic : des coups en préparation.**

Page 5 :
— **Marchais dans la ligne... de Mitterrand.**
— **Racisme : les pousse-au-crime.**

Page 8 :
— **Mauroy au 36e dessous.**
— **Services publics : pièges et solutions.**
— **USA : « Le jour d'après ».**

Pages 14 et 15 :
— **Dans les entreprises : Pitié-Salpétrière (Paris) ; Norton (La Courneuve) ; CRAMIF (Paris 19e) ; Talbot (Poissy) ; Renault Belgique ; Rosières (St-Florent-sur-Cher) ; BNP Barbès (Paris 18e).**

Page 16 :
— **Sidérurgie ; CEPEM (Orléans) ; assurances La France ; Chausson (Gennevilliers).**


## Culture


Page 17 :
— **Livres : *L'écume de la Terre* de C. Allègre ; *La violente amour* de Robert Merle.**

Pages 18 et 19 :
— **Théâtre : *Cyrano.***
— **Films : *Vassa ; Cœurs captifs ; Un fauteuil pour deux ; A nos amours.***



**LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.**

**Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.**

**Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.**

**Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.**

**C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.**

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10


## La crise est mûre

Après la « poire » Renault, voici les bananes. Sans roues, mais avec la peau. La raison de cette nouvelle vocation fruitière de notre grand constructeur national ? La monnaie de singe ! Autrement dit, les difficultés du commerce mondial. Pour vendre leurs voitures, les constructeurs doivent acheter en contre-partie des matières premières. Les spécialistes parlent « d'accord de compensation ». Le troc, quoi !

C'est ainsi que Renault, par l'intermédiaire de deux filiales, la Sorimex et la Sodechanges, commercialise — sans le losange —; outre des bananes, du café, des toiles de jean, des phosphates, etc. 25 % des exportations Renault sont financées ainsi. Peugeot, Creusot-Loire, Alsthom et bien d'autres font de même. Le Crédit Lyonnais a même créé une filiale spécialisée dans ce type de relations, la Greficomex. Au total, on estime déjà que 20 % du marché mondial passe par de tels accords.

C'est la crise, chacun s'en sort comme il peut. L'époque est si dure pour les tendres...

*N.M.*

## Le gros rouge qui fait tache

**Homme d'affaires et « rouge » : deux bonnes raisons pour Jean-Baptiste Doumeng de vouloir participer à la commission franco-soviétique du commerce extérieur. Sans bristol d'invitation, mais avec l'assurance du parvenu, il a tenté de s'infiltrer dans la salle de réunion comme un ministre communiste dans un Conseil des ministres. Mais Jean-Baptiste Doumeng fait partie des gros. Il n'a pu passer inaperçu. En le voyant, Edith Cresson a vu rouge. Elle l'a prié, poliment mais fermement, de vider les lieux ! La colère entre les dents, le milliardaire communiste a dû obtempérer.**

**La presse a voulu voir dans ce quiproquo une nouvelle preuve du fossé qui séparerait socialistes et communistes. Seule exception, une fois n'est pas coutume : *Le Figaro.* Lui n'a pas vu le rouge, mais le milliardaire. Il l'a donc défendu : *« Il n'est jamais opportun d'étaler les divisions entre Français lorsqu'on se trouve à l'étranger... Et lorsqu'on choisit de commercer avec l'Union soviétique, il ne faut pas oublier que M. Doumeng est le meilleur interlocuteur qui soit ».***

*A.M.*

## A lait France !

Une catastrophe nationale frappe aujourd'hui l'Angleterre. Depuis que la France a le droit d'exporter en Grande-Bretagne le lait de longue conservation (UHT), les crémeries insulaires sont en émoi.

En effet, le lait de longue conservation a un défaut majeur aux yeux des laitiers anglais : il donnerait mauvais goût au thé ! De plus, son prix est de près de 25 % inférieur à celui du lait frais produit localement et déposé chaque matin à la porte des consommateurs britanniques. Résultat : les crémiers anglais menacent d'arrêter la distribution à domicile car, avouent-ils : *« Si nous perdons ne serait-ce que 10 % de notre clientèle, le porte-à-porte ne sera plus rentable ».*

Mettre fin à la séculaire distribution du lait en Grande-Bretagne serait évidemment criminel. Westminster s'est d'ailleurs enflammé. Un porte-parole travailliste a même accusé le gouvernement d'avoir *« capitulé devant les intérêts français ».*

Dans cette guerre commerciale qui ébranle l'Entente cordiale, nous ne choisirons évidemment pas notre camp. Constatons simplement que le Beaujolais nouveau, qui lui aussi a fini par traverser la Manche, suscite beaucoup moins de polémiques !

*S.H.*

# Un nouveau raid de Charles Hernu

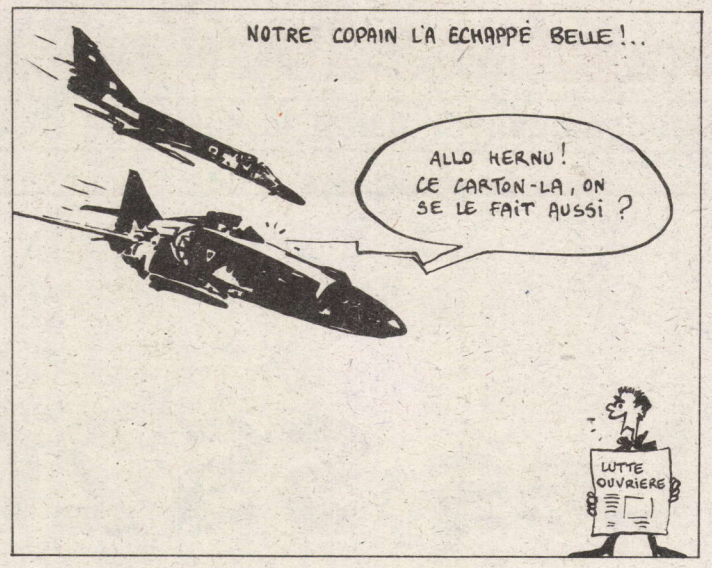
## *A Villeurbanne, il voulait interdire le droit d'expression.... comme à l'armée*

Samedi 19 novembre, sur le marché des Gratte-Ciel, un camarade de Lutte Ouvrière a été embarqué par la police.

Comme chaque samedi, notre camarade vendait *Lutte Ouvrière* avec, à ses côtés, un panneau dénonçant l'intervention française au Liban. Cette fois-ci deux policiers sont venus lui demander de le retirer. Pourquoi cela ? Parce que Hernu, le ministre de la Défense, était sur le marché.

Quelques instants après l'arrivée de la police, le ministre est arrivé et, après quelques paroles, il est passé aux insultes. Dès qu'un attroupement s'est formé, notre camarade a été purement et simplement embarqué dans la voiture de police.

Hernu cumule. Après la Défense nationale, le voilà promu à la défense... de s'exprimer.




# Le Parisien Les tueurs de Khomeyni à « l'Orée du Bois » ?

*Remarquable, ce titre du* Parisien Libéré *du lundi 21 novembre ! Un restaurant parisien est victime d'un attentat, et voilà Khomeyni accusé d'envoyer ses tueurs pour venger l'assaut des Super-Etendard de Baalbek.*

*Le sombre Khomeyni frappe partout : la dernière panne dans le métro, c'est sans doute Khomeyni ! L'assassinat du chirurgien de Bordeaux et de sa femme, pourquoi pas Khomeyni ? Le mauvais temps sur la France, aussi !*

## Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

**LUTTE OUVRIERE**
**pour une période de un an : 180 F**
**pour une période de six mois : 95 F**
**LUTTE DE CLASSE**
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
**pour une période de un an : 60 F**

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

*Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.*

(1) Rayer les mentions inutiles

## LES SS 20 ET LES PERSHING PRÉSAGENT LA GUERRE

# Qui veut la paix doit préparer la révolution

LES Russes viennent de faire un pas de plus dans l'escalade, au cours du match qui les oppose aux Américains, avec l'Europe pour champ clos. Devant l'arrivée des Pershing, ils ont décidé d'accélérer le déploiement de leurs fusées. Bien sûr, il ne s'agit encore que d'une partie de poker. Mais là, il n'y a pas que la banque qui risque de sauter !

En tout cas, pourparlers de Genève sur la limitation des euromissiles ou pas, geste d'humeur des Soviétiques ou pas, les missiles nucléaires américains, les fusées Pershing, sont bel et bien en train d'être installés en Europe.

On dit que ces engins de mort seraient destinés, en permettant de répondre aux fusées russes, à protéger les peuples d'Europe de la guerre. D'après Reagan, Kohl et Mitterrand si l'URSS a installé des SS 20 dirigés vers l'Europe de l'Ouest, celle-ci doit s'équiper en fusées américaines, pour maintenir l'équilibre des forces.

C'est le vieux refrain du « qui veut la paix prépare la guerre ». Un refrain que Mitterrand nous chante, quand il explique que la France a besoin d'une force de frappe pour « dissuader ses adversaires ». Et, soit dit en passant, s'il croyait tant au pouvoir de dissuasion des armements atomiques français, on se demande pourquoi il éprouve le besoin d'approuver personnellement, démonstrativement, la présence en Europe des Pershing américains !

Comme si les Pershing américains arrivaient en Europe en colombes porteuses de paix !

En vérité, c'est sûrement un très mauvais présage pour les peuples d'Europe que les USA, qui disposent, eux, de plus de fusées à longue portée, de plus de sous-marins porteurs d'engins qu'il n'en faut pour détruire l'URSS, éprouvent l'envie de hérisser l'Europe de l'Ouest de fusées, de Pershing.

Car ces fusées, les Etats-Unis les installent en Europe de l'Ouest pour que les pays de l'OTAN puissent, eux, tenir dans une guerre contre l'URSS, sans que les Etats-Unis aient immédiatement à s'en mêler.

Les dirigeants américains savent bien que la prochaine guerre mondiale à laquelle ils se préparent les opposera forcément, eux, directement à l'URSS. Mais ils savent aussi très bien qu'ils auront intérêt à n'entrer en lice qu'une fois l'URSS affaiblie.

Alors, c'est pour cela qu'ils veulent armer l'Europe, pour qu'elle prenne les premiers coups, use l'adversaire, pendant six mois, un an ou deux, le temps qu'il faudra pour qu'ils puissent n'entrer dans l'arène qu'une fois le taureau fatigué. Cette stratégie-là, ils l'ont déjà utilisée, dans la Première puis dans la Deuxième Guerre mondiale. Il est vrai qu'on pouvait croire alors qu'ils tardaient parce qu'ils n'étaient pas directement concernés. Mais même si, dans le prochain conflit, les Etats-Unis sont, eux, directement concernés, ils auront de bonnes raisons de tout faire pour que les pays d'Europe déblaient le terrain à leur place.

Alors bien sûr, on n'en est pas encore là. La guerre n'est pas pour aujourd'hui, ni pour un lendemain immédiat. L'accumulation des armements de toutes sortes ne suffit pas pour qu'il y ait la guerre. Et actuellement ceux-ci servent encore surtout à faire tourner les industries et à faire payer aux contribuables et aux consommateurs les profits des marchands de Pershing, de missiles divers et autres engins de mort.

Mais on ne peut pas non plus accumuler indéfiniment de telles armes sans qu'elles servent un jour.

Alors oui, les USA ont tout intérêt à fournir à l'Europe l'armement, en laissant à l'Europe le soin de fournir l'infanterie. Car, sachons-le, le jour où ce sera vraiment la guerre, ce n'est pas seulement les fusées que l'on enverra. Car les armes, si sophistiquées et si destructrices soient-elles, ne suffisent jamais à faire les guerres. On précipitera aussi des millions d'hommes les uns contre les autres. Et les fusées Pershing, loin de nous protéger, nous désignent au contraire comme les premiers fantassins de l'armée gigantesque dont les USA auront besoin pour écraser les peuples, vaincre l'URSS et tenter de maintenir en place un système social dépassé, qui engendre l'exploitation, les crises, les guerres : le système capitaliste. Un système failli, dangereux, dont il est plus nécessaire aujourd'hui que jamais de préparer le renversement.

*Arlette LAGUILLER*

# Haro sur les salaires !

Les leaders du CNPF, Yvon Gattaz et Yvon Chotard, ont parlé clair ces derniers jours, au nom du patronat : pour 1983, pas question de renégocier quoi que ce soit au titre du rattrapage du pouvoir d'achat. « *Nous ne modifierons pas notre recommandation du début de l'année, de ne pas dépasser globalement 8 %* », ont-ils dit, alors que la hausse des prix atteindra au moins 9,4 % d'après les chiffres de l'INSEE, et même 12 % d'après l'indice de la CGT, et alors que les salaires ont subi de multiples ponctions par ailleurs : 1 % pour la Sécurité sociale, emprunt obligatoire, etc.

Très concrètement, la majorité des travailleurs ont senti cette année baisser leur niveau de vie. Eh bien, pour l'an prochain, on leur promet pire !

Le taux d'inflation sera d'au moins 7 ou 8 % — et sera sans doute plus élevé que ces prévisions optimistes — mais la hausse des salaires — Yvon Gattaz le recommande à tous les patrons — ne devra pas dépasser 5 à 6 %, tout compris. Et tout compris, cela veut dire que ce chiffre devra tenir compte — c'est Yvon Chotard qui l'écrit dans une circulaire adressée aux chefs d'entreprises — de « *tous les éléments de hausse de salaire : les promotions, les changements de qualification et les effets de report* », les effets de report qui seraient les incidences des hausses de salaire d'une année sur l'autre.

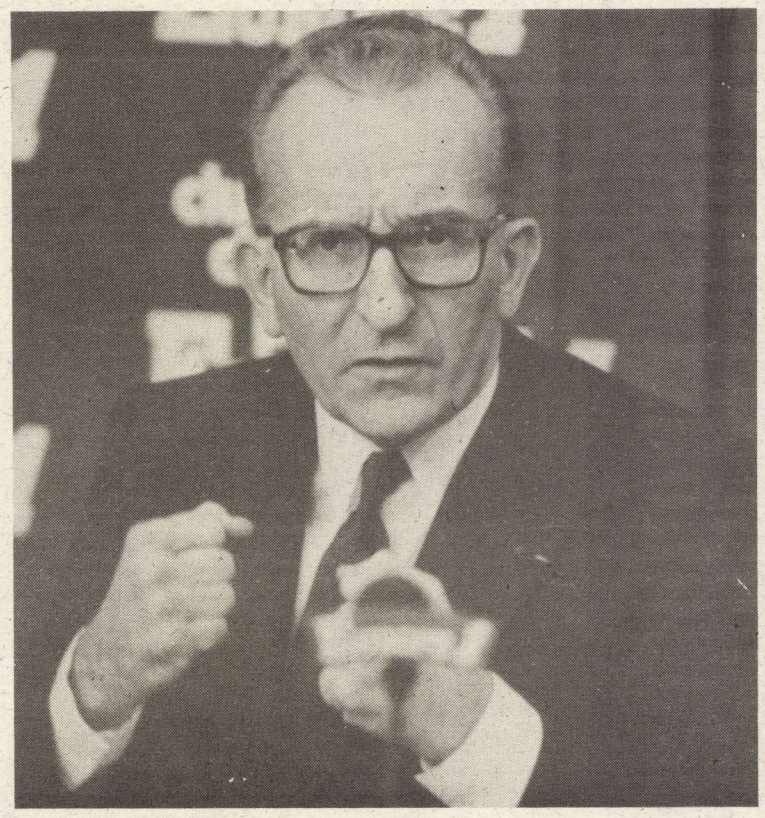
Et le CNPF demande aussi qu'on renonce à toute politique de revalorisation du SMIC, ce SMIC dont la progression a pourtant déjà été bien ralentie, puisqu'elle a été deux fois moins rapide cet été que l'hiver dernier !

Voilà donc le cadre dans lequel le patronat veut négocier les augmentations de salaire pour 1984. Alors, les travailleurs le savent d'avance : ou bien ils ne se laisseront pas faire, ou bien leur niveau de vie baissera considérablement, dans les mois qui viennent.

Car ils n'ont rien à attendre du gouvernement. L'an dernier, celui-ci avait joué les premiers violons en limitant sévèrement les salaires dans la fonction publique. Aujourd'hui, il souhaite que le patronat monte le premier en ligne et dit ne pas vouloir intervenir dans les négociations salariales. Mais les patrons savent bien que Delors et Mauroy les soutiennent et les approuvent d'avance.

Et d'ailleurs, Delors lui-même montre l'exemple, puisqu'il a donné comme normes aux P-DG des banques, presque toutes nationalisées, pour 1984, 6 % d'augmentation, dont 3,5 % au titre de l'effet report et 1 % au titre de l'évolution normale des carrières ; donc, en fait, 1,5 % d'augmentation salariale générale nette à « discuter » pour l'année !

Alors, les syndicats haussent tout de même le ton. Les déclarations sont indignées. La CFDT, par la voix de Jean Kaspar, au cours d'une conférence de presse tenue le 18 novembre, a affirmé : « *Nous ne ferons aucun cadeau au patronat ni au gouvernement* » et : « *Toutes les pertes de salaire doivent être récupérées d'ici la fin de l'année, si le gouvernement veut que nous signions les accords salariaux pour 1984* ». Bergeron menace aussi. Quant à la CGT, elle parle de « riposte ». Mais jusqu'à présent ses projets de riposte se limitent à une semaine d'action entre le 5 et le 10 décembre, où elle prévoit un débrayage de deux heures dans la métallurgie le 7 et des mouvements dans les autres branches, un jour dans l'une, un autre jour dans l'autre. Elle projette aussi de rajouter les salaires comme mot d'ordre à la manifestation devant le CNPF prévue le 30 novembre sur le chômage.



Alors bien sûr, les travailleurs ont intérêt à montrer par tous les moyens qu'ils ne sont pas consentants d'avance à ce que le patronat et le gouvernement veulent leur faire subir.

Mais il faut aussi savoir que ce ne sont pas de telles actions limitées par avance, émiettées, dispersées, qui pourront faire reculer un patronat qui, lui, paraît déterminé et uni et qui se tient les coudes dès qu'il s'agit de faire serrer la ceinture aux travailleurs.

*Sylvie FRIEDMANN*

## Les chiffres du chômage

# Trucages, magouilles et falsifications

**Répondant aux contestations des chiffres officiels du chômage publiés le 18 novembre, Jack Ralite, ministre délégué à l'Emploi, déclarait dimanche 20 novembre sur RTL qu'il appartenait *« à un gouvernement qui ne truque pas, qui ne magouille pas, qui ne falsifie pas »*.**

**Et pour justifier le fait que les statistiques officielles du chômage, mois après mois, restent stables, alors que le nombre des offres d'emploi est en chute libre et que celui des licenciements économiques aurait plutôt tendance à augmenter, il a expliqué : *« Ou bien on tient compte de la politique sociale du gouvernement, et l'on comprend pourquoi nous avons réussi à stabiliser le nombre des demandeurs d'emploi. Ou bien on l'ignore, et l'on peut proférer toutes sortes d'accusations infondées »*. Et il ajoutait : *« C'est tout simple »*.**

**C'est tout simple en effet.**

### • Stagiaires et pré-retraités

En fait de politique sociale, le gouvernement, à un bout, a retardé l'entrée des jeunes sur le marché du travail. C'est ainsi qu'à la suite de « *recommandations précises de l'Education nationale* », 117.000 jeunes sont restés dans les LEP, lycées techniques, collèges ou dans l'enseignement supérieur (*Le Monde* du 20 novembre). Et pour ceux qui sont sortis de l'école, il y a les stages Rigout (pour les 16-18 ans) et les stages Ralite (pour les 18-25 ans). Ces derniers stages, d'après le ministre, auraient accueilli 77 000 jeunes. Mais d'école en stage, et de stage en stage, la plupart de ces jeunes risquent de se retrouver au bout du compte au chômage.

A l'autre bout, du côté des travailleurs plus âgés, la retraite à 60 ans, les contrats de solidarité pré-retraite ou les contrats du Fonds National de l'Emploi ont allégé, eux aussi, les statistiques du chômage.

Cela, c'est ce que le gouvernement appelle le « traitement social » du chômage.

### Chômeurs radiés et dissuadés

Mais à côté de ces mesures, qui transforment les jeunes chômeurs en chômeurs-stagiaires et les plus âgés en chômeurs-retraités, il y en a eu d'autres, sur lesquelles le gouvernement est plus discret et qui, en transformant cette fois des chômeurs... en chômeurs, mais non indemnisés et non recensés, contribuent elles aussi à dégonfler artificiellement les statistiques.

La multiplication des « entretiens » après le troisième mois et après le douzième mois d'indemnisation a abouti (d'après *Le Monde* du 20 novembre) à 80 000 radiations des listes de l'ANPE.

Le décret de novembre 1982, par lequel le gouvernement, pour renflouer les caisses de l'UNEDIC, réduisait les droits des chômeurs, avait institué : des délais de carence pour le versement des indemnités après licenciement ou démission ; l'obligation pour les demandeurs d'un premier emploi de justifier trois mois d'affiliation au régime UNEDIC pour être pris en charge ; la limitation des durées d'indemnisation. Toutes ces mesures — outre que 230 000 chômeurs n'ont plus été indemnisés — ont eu pour résultat de dissuader un certain nombre de chômeurs de s'incrire à l'ANPE.

« *Sur les quatre derniers mois,* écrit *Libération* du 19 novembre, *comparés aux mois identiques de 1982, l'ANPE place de moins en moins de chômeurs, et elle en vire de plus en plus. La rubrique « absence au contrôle » (38,6 % de ceux qui sortent du fichier en octobre, contre 29 % en 1982) va devenir la principale activité de l'Agence* ».

### Les emplois précaires

En outre, parmi les chômeurs placés, de plus en plus nombreux sont ceux qui ne trouvent qu'un emploi temporaire qui ne constitue en fait qu'un intermède entre deux périodes de chômage. Ainsi, « *depuis l'application du décret de novembre 1982, on a pu constater que 60 % des chômeurs de moins de 50 ans et 32 % des plus de 50 ans avaient cotisé moins de 12 mois au cours de l'année précédente et avaient donc occupé temporairement un emploi. Les statistiques de l'UNEDIC précisent également que 44,4 % des demandeurs d'emploi se sont inscrits à la fin d'un contrat à durée déterminée ou à la fin d'une mission d'intérim* ». Mais les chiffres officiels ne rendent pas compte de cette situation qui témoigne en fait d'une aggravation du chômage.

Si l'on ajoute à cela l'augmentation du chômage partiel et l'allongement de la durée moyenne du chômage, on voit que les statistiques gouvernementales ne rendent pas compte de la réalité du chômage, qui pèse du plus en plus lourd sur le niveau de vie de l'ensemble de la classe ouvrière.

Alors, si c'est cela la « politique sociale du gouvernement » que défend Ralite, il y a de quoi être inquiet quand on entend d'autres membres du gouvernement dire que cela va être de plus en plus dur !

## Nouvelle réforme de l'UNEDIC

# *Des coups en préparation*

**Des négociations entre patronat et syndicats se sont ouvertes la semaine dernière, pour mettre au point une nouvelle réforme du système de l'assurance chômage.**

**Les finances de l'UNEDIC accuseront en effet, à la fin de l'année 1983, un déficit de 10 milliards de francs.**

**La précédente réforme, tranchée, après l'échec des négociations syndicats-patronat, par un décret de novembre 1982 du gouvernement, avait rogné par tous les bouts les revenus de toutes les catégories de chômeurs : diminution du taux maximum d'allocations versées, abaissement de l'âge limite de perception des allocations, allongement des délais pendant lesquels les chômeurs doivent attendre avant d'être indemnisés, diminution plus rapide de l'allocation des licenciés économiques etc. Bilan de cette réforme : dix milliards d'économies, prélevés directement dans la poche des chômeurs (avec une réduction des allocations de 12 % en moyenne).**

**Cette réforme n'a évidemment rien résolu. Le chômage a continué à croître. Et voilà donc un nouveau déficit, et une nouvelle réforme en gestation.**

**Pour l'instant, seul le CNPF a fait connaître ses projets. Ne seraient plus pris en charge que les chômeurs ayant cotisé plus d'un an dans les 18 mois précédant le début du chômage (contre trois mois actuellement). Les chômeurs de moins de 50 ans ne seraient indemnisés que pendant 18 mois au maximum (contre de 21 à 60 mois actuellement) et leur allocation serait réduite de 15 % tous les six mois. Pour les plus de 55 ans, la durée d'indemnisation serait limitée à 36 mois, avec une indemnité réduite de 10 % tous les 9 mois.**

**En outre, le CNPF propose qu'un *« régime de solidarité, géré et financé par l'Etat »* vienne compléter le système d'assurances géré par l'UNEDIC. Ce qui revient à vouloir transférer à la charge de l'Etat, c'est-à-dire des contribuables, une partie des charges supportées jusqu'à présent par l'UNEDIC et financées, notamment, par les cotisations patronales !**

**Evidemment les négociations ne font que commencer. Mais les patrons ont indiqué la direction. Et tout porte à croire que, comme en novembre 1982, face à un gouvernement qui va dans le même sens, les syndicats laisseront faire. C'est un nouveau mauvais coup qui se prépare, autour du tapis vert, contre les chômeurs et contre la classe ouvrière tout entière.**

# Dassault licencie

**Hurel-Dubois licencie. Europe-Falcon Service pratique massivement le chômage partiel.**

**Les salariés de ces entreprises, en fait les sous-traitants de Dassault ou encore de la SNIA, sont donc les premiers touchés par la crise dans l'aéronautique.**

**Pour le moment Dassault, en ayant pris soin de s'assurer une marge de manœuvre, leur fait supporter l'essentiel de ses difficultés commerciales et évite ainsi tout remous dans sa propre entreprise.**

**Ce n'est pas cela qui doit nous rassurer. Si les difficultés s'amplifient, nous auront droit au même traitement. Et nous aurions tout intérêt à joindre dès maintenant nos protestations à celles des salariés des entreprises touchées.**

***Extrait du bulletin*** Lutte Ouvrière ***Dassault-Saint-Cloud.***

# Du social chez Renault

La direction a décidé de faire passer en sous-traitance le secteur électrique qui s'occupe des ouvrants de R5.

Dans le schéma patronal, ils ont besoin de professionnels pour la nouvelle voiture. Et comme, à terme, ils comptent arrêter la R5, ils sous-traitent l'entretien de R5 en attendant la fin, et ça libère des travailleurs pour les nouveaux secteurs en X40.

Au premier abord, on est tenté de trouver ça pas mal. C'est un peu une garantie pour les ouvriers Renault. Pour les quelques années à venir au moins. Mais ça se fait sur le dos, encore une fois, des ouvriers des boîtes de sous-traitance qui, comme les intérimaires, se retrouvent sur la paille quand l'opération est terminée.

Une entreprise comme Renault, avec plus de 100.000 travailleurs et qui veut sortir une voiture par an, pourrait sans problème avoir son propre département d'ouvriers avec le statut Renault, dont le travail serait de répondre à ces besoins momentanés dans telle ou telle usine. Il suffirait d'offrir des avantages suffisants pour qu'il y ait des volontaires, au lieu d'avoir recours aux marchands d'esclaves modernes sous toutes les formes.

*Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *Renault-Flins.*

# Marchais dans la ligne de Mitterrand

Marchais a parlé clair, pour ceux qui auraient encore des doutes : il n'existe aucun désaccord entre le Parti Communiste et le gouvernement sur la politique extérieure de la France, mis à part quelques divergences sans importance.

**Le 20 novembre, devant les *« Carrefours de l'emploi féminin »*, il a déclaré, en évoquant la prochaine rencontre entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste prévue pour le 1er décembre, que *« tous ceux qui s'attendaient à un étalage de divergences tel qu'il pourrait conduire à l'éclatement de la majorité (...) seront déçus »*.**

**En ce qui concerne la politique extérieure, c'est *« l'accord quasi total »* avec le gouvernement : *« Il n'y a pas de divergence entre les positions du gouvernement, celles définies par l'accord de 1981, et les nôtres à propos de la Pologne. Il en est de même à propos de l'Afghanistan. Il en est de même à propos du Liban. Il en est de même à propos du Tchad. Il en est de même à propos de Grenade. Tout est parfaitement clair »*.**

**La seule divergence qui résiste est celle qui *« porte sur la possibilité de comptabiliser ou non la force de dissuasion française dans l'inventaire complet des forces en présence en Europe. (...) Mais on admettra qu'elle est loin d'être de nature, à elle seule, à faire éclater la coalition gouvernementale »*.**

**Marchais tenait des propos de la même veine dans une interview pubiée par *Le Monde* du mardi 22 novembre. La politique de la France au Liban répondait à ses vœux ; le contingent français a une mission humaniste à accomplir. Quant aux bombardements des Super-Etendard à Baalbek, Marchais à dit que *« c'est au nom de la protection que le président de la République a pris cette décision »*.**

**Ceux qui, parmi les militants ou les symphatisants du PCF, avaient pu croire que la démission de Georges Valbon de son poste de directeur des Charbonnages de France pouvait signifier que la direction de leur parti refusait d'accepter les choix de Mitterrand et des dirigeants du PS sans réagir, ont été rapidement fixés. D'autant plus vite d'ailleurs que les députés du PCF avaient dû voter le budget qui entérinait la politique charbonnière, celle même qui avait motivé la démission de Valbon. Marchais a tenu à mettre les points sur les « i » avec une insistance et une ostentation qui ont dû faire rager nombre de militants du PCF devant leur télévision, au spectacle du secrétaire général s'aplatissant de la sorte.**

**Mais les déclarations d'allégeance de Marchais à l'égard de Mitterrand et du gouvernement ne lui ont même pas valu la reconnaissance des commentateurs. C'est à qui, le lendemain, dans les journaux, à la radio ou à la télévision, s'indignait ou faisait des gorges chaudes devant la prétention de Marchais à *« vouloir parler au nom de la France »* ou encore *« contester au président de la République ses prérogatives de responsable de la politique étrangère de la France »*, en l'accusant tout à la fois de duplicité et de vouloir usurper le pouvoir du chef de l'Etat.**

**Alors vraiment, Marchais a beau se mettre à plat ventre, cela ne le rend pas plus crédible aux yeux de tous les anti-communistes. Mais ce n'est pas le plus grave. Le plus grave, c'est bien qu'en même temps sa politique décourage et désarme bien des travailleurs et bien des militants du Parti Communiste.**

Marie-Claude SOLAC

## • Peu s'en fallut

Un jeune Tunisien de 22 ans, Mohsen Chamari, fait du tourisme en France. Interpellé à Paris lors d'une ronde de « salubrité publique », il n'avait pas ses papiers sur lui et ne connaissait pas l'adresse des amis chez qui il avait oublié son passeport.

Décrété d'office illégal en vertu de la loi de juin 1983, il était condamné à quitter le territoire français. Ce décret, que le gouvernement de gauche présentait comme plus libéral, légalise en fait une procédure expéditive d'expulsion.

Heureusement, l'avocat du jeune Tunisien a réussi à retrouver le passeport et les tribunaux ont bel et bien dû le relaxer. Mais, pour un qui a su se défendre, combien y en a-t-il, parmi les dizaines d'immigrés qui passent tous les jours en jugement, qui ne savent pas se défendre, ne serait-ce que parce qu'ils ne s'y retrouvent pas dans ce maquis de lois et de procédures ?

**M.A.**

## • Peine de mort pour l'immigration clandestine ?

**Samedi 19 novembre, un jeune passager clandestin, sur le port de Marseille, descend d'un navire en provenance d'Algérie. Quand des douaniers lui demandent ses papiers, il s'enfuit.**

**Après une poursuite, un des douaniers sort son arme et fait feu, à 30 mètres, sans sommation. Il dira ensuite qu'il a voulu tirer en l'air. Mais la balle atteint le jeune homme en pleine colonne vertébrale et le tue.**

## • Amnésique, Georgina Dufoix ?

Les participants de la « Marche contre le racisme » poursuivent leur itinéraire à travers la France. Partis à une vingtaine de Marseille le 15 octobre dernier; ils sont arrivés à Strasbourg dimanche dernier, où Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la Famille et aux Immigrés, les attendait pour apporter *« son soutien et celui du gouvernement aux marcheurs contre le racisme et pour l'égalité des droits »*.

Elle ne manque vraiment pas d'air, Georgina Dufoix ! Aurait-elle déjà oublié ses déclarations de septembre dernier ? A l'époque, elle et le gouvernement désignaient les immigrés à la vindicte publique. Lorsque Mitterrand affirmait tout de go qu'il fallait *« renvoyer les immigrés clandestins chez eux »*, Georgina Dufoix n'était pas en reste et ajoutait que *« là-dessus le gouvernement sera implacable »*.

## Les pousse-au-crime...

**Les quatre candidats légionnaires qui ont jeté un Algérien par la fenêtre d'un train sont manifestement des brutes imbéciles. Mais cela ne suffit peut-être pas à tout expliquer.**

**S'ils ont eu devant les caméras de la télévision une attitude aussi arrogante, c'est sûrement en partie parce qu'ils pouvaient penser que leur crime ne leur valait pas la réprobation unanime et qu'il y avait des téléspectateurs pour les excuser, sinon les approuver.**

**Et l'on voit là comment les préjugés racistes, les campagnes anti-immigrés ne sont pas innocents ni sans conséquence. Ils créent les conditions psychologiques qui rendent possibles les exactions et les crimes racistes.**

**C'est vrai des campagnes de la droite et de l'extrême-droite. Et c'est vrai aussi de la politique du gouvernement vis-à-vis des immigrés.**

**Car c'est aussi la faute du gouvernement si aujourd'hui des douaniers, des policiers se sentent dans leur bon droit quand ils multiplient les tracasseries contre les étrangers. Des tracasseries parfois meurtrières...**

## • En pleine région parisienne, un véritable esclavage

**Travailler 11 heures par jour en équipe, pendant cinq jours par semaine pour ne toucher que 4 220 F, c'est le sort des 23 travailleurs, tous Maliens, de la société d'aluminium Remétal sur le plateau de Saint-Favoud-Arnould (à quelques kilomètres de Rambouillet). Tous les jours, ils doivent soulever trois tonnes de métal en fusion par louches pleines de 18 kilos.**

**Travailler devant un four, cela veut dire *« 70 degrés sur la poitrine, 3 dans le dos »*, explique Sybi au journal *Libération*. Les giclures de fer au visage, les brûlures multiples sont courantes. Un ouvrier y a laissé un œil ! Les ouvriers disposent bien de masques, mais ils sont en plastique et ils ont en partie fondu sous l'effet de la chaleur. Pour ajouter à cet enfer, le contremaître frappe ceux qui n'arrivent pas à soulever les lourdes brouettes.**

**Les logements ne valent guère mieux que l'usine. Accolées aux hangars, les baraques sont dans un piteux état : les peintures s'écaillent, les tuyaux se bouchent, les rats rongent ce qu'ils trouvent et, comme il n'y a pas de revêtement devant les logements, dès qu'il pleut impossible de sortir sans s'asperger de boue.**

**Depuis le mercredi 16 novembre, les travailleurs sont en grève et, dimanche, ils sont allés sur le marché avec une exposition de photos montrant la fonderie et leurs baraques.**

**Les habitants de Saint-Arnould ont ainsi pu découvrir les conditions de travail de ces ouvriers qui vivaient à côté d'eux depuis huit ans.**

Joëlle GERARD

## ALLEMAGNE DE L'OUEST

### *Malgré l'opposition tardive des socialistes*

# Les Pershing-2 commencent à être installées

Depuis mercredi, les premières fusées Pershing-2 arrivent en Allemagne de l'Ouest, dans le plus grand secret et en pièces détachées, pour y être montées. Et ceci malgré l'opposition d'une fraction de plus en plus importante de la population qui, depuis quatre ans que le projet était en discussion, manifestait son refus de voir l'Allemagne risquer de servir de cible en cas de conflit nucléaire entre les Etats-Unis et l'URSS — si les bases de lancement de ces fusées atomiques, capables d'atteindre l'Union soviétique, étaient installées sur son sol.

Mais ni l'opinion de la population, ni les importantes manifestations des pacifistes n'ont eu d'influence sur les députés du Bundestag (le Parlement fédéral) qui, mardi soir, ont voté en majorité en faveur du déploiement des Pershing. Les votes d'opposition ont été, bien sûr, ceux des députés « verts » mais aussi... des députés sociaux-démocrates du SPD, ce même SPD qui, il y a quatre ans, alors qu'il était au pouvoir, s'était pourtant déclaré favorable au projet.

Mais les temps ont changé... et le SPD n'est plus au pouvoir ! Du coup, le comité directeur du SPD s'est permis de voter, le week-end précédent, une motion demandant le rejet de l'installation des euro-missiles en Allemagne. Seuls cinq membres, dont l'ancien chancelier Helmut Schmidt, ont voté contre cette motion. Quant à Willy Brandt, représentant les autres, il a déclaré que, aussi bien la résolution votée au Congrès de Berlin en 1979 en faveur des euro-missiles, que leur décision actuelle, étaient guidées par le souci d'en *« revenir à la politique de détente »* (entre les deux grands), selon les termes de Willy Brandt.

Ce pacifisme bien soudain et bien tardif d'un parti toujours ouvertement pro-américain et respectueux des accords signés dans le cadre de l'OTAN est tout à fait compréhensible : il ne peut avoir aucune influence sur les décisions gouvernementales ! Et le neutralisme du SPD n'a donc aucune conséquence... si ce n'est de lui permettre, en se blanchissant la façade, de tenter, par une démagogie peu coûteuse de regagner du crédit auprès d'une fraction de la population qui a, elle, de réelles raisons d'être contre l'installation des missiles sur le sol de l'Allemagne !

*Marianne LAMIRAL*

## GUADELOUPE

# *Une arrestation après les attentats*

La police guadeloupéenne a trouvé une piste dans son enquête concernant les attentats qui ont eu lieu le 14 novembre en Guadeloupe.

Une piste qui, comme par hasard, les a conduits à arrêter une jeune militante du mouvement qu'ils suspectent de toute façon d'être à l'origine de ces attentats (le MPGI : Mouvement pour la Guadeloupe indépendante), que les autorités soupçonnent d'être lié à l'ARC (Alliance Révolutionnaire Caraïbe), le mouvement clandestin qui a revendiqué ces attentats. La jeune femme arrêtée aurait eu entre les mains la voiture piégée qui a explosé à la préfecture de Basse-Terre.

D'autre part, à peu près en même temps, la police perquisitionnait dans les locaux de Radio Tambour, une radio animée par un autre mouvement indépendantiste, l'UPLG (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe).

Les policiers n'ont pas trouvé les armes qu'ils y cherchaient. Et s'ils ont été bredouilles, par contre, le résultat de l'opération a permis à Radio Unité de faire largement connaître ses locaux, ses affiches et ses slogans aux 300 000 Guadeloupéens, par l'intermédiaire de la télévision locale venue filmer l'événement !

Mais en tout cas, on peut voir le gouvernement de gauche mettre le doigt dans l'engrenage de la répression. Eh bien, il prend le risque que cela donne de bonnes raisons à de nouveaux militants de vouloir combattre un pouvoir qui maintient dans leur île un régime de type colonial !

*S.F.*

## NOUVELLE-CALÉDONIE

# Un projet de référendum pour préserver le colonialisme

Le projet d'autonomie interne de la Nouvelle-Calédonie présenté par Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, devant l'Assemblée nationale, prévoit essentiellement un référendum en 1989 (dans six ans...) et, auparavant, la création d'une Assemblée locale complexe de 48 membres avec trois collèges. Le premier, dit de la *Coutume,* sera constitué de chefs coutumiers mélanésiens et comprendra 24 membres, la moitié du total. Le second collège représentera les *pays* (la Nouvelle-Calédonie sera divisée en six *pays,* c'est-à-dire circonscriptions électorales, enfin le troisième collège aura une *« vocation socio-économique ».*

De toute façon cette nouvelle assemblée (puisqu'il existe déjà une Assemblée territoriale) où les Mélanésiens auront nécessairement la majorité des sièges, sera uniquement consultative.

En apparence le gouvernement accède lentement, en prenant son temps, en ménageant les étapes, à la décolonisation à terme de l'île, conformément aux lointaines promesses de Mitterrand.

Mais du point de vue de la population autochtone, on ne se dirige pas du tout vers une décolonisation de fait. La population canaque, c'est-à-dire mélanésienne, est minoritaire dans l'île. Les Français et autres étrangers sont les plus nombreux. Ils auront donc vraisemblablement la majorité au référendum de 1989, même si les Canaques sont majoritaires dans la nouvelle assemblée qui n'aura guère de pouvoirs. Les indépendantistes canaques veulent limiter le droit de vote aux seuls habitants de l'île ayant un ascendant dans le territoire (ce qui comprend d'ailleurs nombre de colons). Mais Georges Lemoine refuse de les suivre sur ce point capital, en particulier pour les élections à la nouvelle assemblée. Il a même pris l'exemple des rapatriés d'Algérie qui se sont installés il y a vingt ans et qu'il ne veut pas écarter du suffrage.

Ainsi le gouvernement envisage, tout en ayant l'air de ménager les Canaques, de transférer progressivement le colonialisme direct de la France en un colonialisme des colons français... supervisé de loin par la France.

Comme le remarque *Le Figaro,* peu suspect pourtant de complaisance envers le gouvernement, les propos de Georges Lemoine *« sont de nature à rassurer le RPCR* (la filiale locale du RPR, majoritaire en Nouvelle-Calédonie). *En revanche le Front indépendantiste cache difficilement son amertume ».*

Il ne faudrait pas s'étonner si demain les Canaques, comme ils l'ont déjà fait dans le passé à plusieurs reprises, manifestent leur mécontentement envers ce nouveau statut que la France veut instaurer.

*A.V.*

*Nous publions ci-dessous un extrait du mensuel trotskyste* Le pouvoir aux travailleurs *du 7 novembre 1983, organe de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes.*

# *Tchad : conséquences désastreuses de la guerre*

La STT (Société Textile du Tchad) qui emploie 3 000 personnes menace de fermer ses portes. Pour commencer, 200 employés vont être licenciés au mois de décembre. Les raisons principales des difficultés de la STT sont inhérentes à la guerre. A cause de l'insécurité, l'usine, qui est prévue pour fonctionner 24 heures sur 24, ne travaille que par intermittence. En moyenne, elle ne tourne ces derniers temps que 2 semaines sur 4.

La direction de l'entreprise a annoncé que si jusqu'au mois de mars 1984 aucun changement n'est intervenu, ce sera la fermeture complète. Mais selon certaines informations, il semble que l'on ait déjà commencé à démonter certaines machines pour les acheminer à Bangui, en Centrafrique. Qu'importe pour les capitalistes d'exploiter ici ou là, du moment qu'ils peuvent faire des profits. C'est vrai que pour eux, il n'y a pas de frontières. Celles-ci n'ont été créées que pour diviser les pauvres au profit des riches.

La fermeture de cette entreprise risque donc de porter un coup dur à des milliers de familles dont la seule source de revenus est le maigre salaire perçu à la STT. Brusquement, ces milliers de personnes vont se trouver sans revenus alors que les capitalistes, eux, vont continuer à exploiter ailleurs en faisant venir le coton du Tchad.

En plus de la guerre qui fait des morts innocents et qui perturbe la vie économique du pays, les populations tchadiennes devront faire face à un autre fléau cette année-ci plus particulièrement : la sécheresse. La pluie a été très déficitaire cette année. Beaucoup de récoltes, dans certaines régions, sont complètement perdues. Dans le Ouaddaï par exemple, les populations sont obligées d'émigrer vers le Soudan pour fuir la guerre mais aussi la famine.

La guerre a déjà provoqué la famine dans plusieurs régions, mais avec le manque de pluie, on prévoit une famine généralisée. Les denrées alimentaires sont chères et les salaires sont insignifiants pour ceux qui ont la chance d'en percevoir.

Avec le SMIC qui est de 8.000 F CFA on ne peut même pas se payer un sac de mil ! Alors, que dire des centaines de milliers de chômeurs qui vivent dans les grandes villes ?

Voilà la situation que vit la majorité de la population.

Et cette situation n'est pas près de changer, car les factions rivales des seigneurs de guerre n'ont pas encore fini de se battre et de faire des victimes au sein de la population civile.


**REUNIONS PUBLIQUES LUTTE OUVRIERE**

à Moyeuvre-Grande (57)
le vendredi 2 décembre
à 20 h 30
au Foyer des Anciens

à Nancy (54)
le vendredi 9 décembre
à 20 h 30
au Palais des Congrès

Les troupes françaises au Liban

# Dans le camp de Gemayel, d'Israël et de l'impérialisme américain

Il devient difficile de savoir si le raid des Super-Etendard français sur Baalbek a été ou non un fiasco : entre les rumeurs en provenance du Liban et les explications de Hernu éprouvant le besoin de présenter à la télévision le « *tableau de chasse* » de l'armée française, le ridicule le dispute à l'odieux.

**Quoi qu'il en soit, il ne reste rien des prétentions de Mitterrand, du gouvernement et des chefs de l'armée sur le rôle de « paix » des soldats français envoyés au Liban. Le bruit fait autour de l'opération humanitaire d'échange de prisonniers n'y change rien. Et pourtant, les responsables français veulent toujours nous faire croire que, si les troupes françaises, américaines, italiennes ou anglaises ne « s'interposaient » pas, le Liban serait une proie facile pour ses voisins, sombrerait dans la guerre civile...**

**Mais la présence des troupes françaises ou américaines n'empêche pas la guerre civile libanaise de se poursuivre. Les combats n'ont pas cessé entre Druzes et chrétiens dans le Chouf, non loin de Beyrouth... La présence de la Force multinationale n'a pas empêché Israël d'occuper tout le sud du Liban, coupant pratiquement cette région depuis plusieurs jours en y interdisant tout déplacement. La Syrie n'a pas été empêchée de maintenir ses troupes dans la Bekaa, et maintenant elle peut dépêcher ses chars à Tripoli, dans le nord du Liban, pour poursuivre le massacre de Palestiniens commencé il y a un an et demi par les troupes israéliennes.**

**A l'origine, on nous avait dit que la Force multinationale avait été créée pour « protéger » les Palestiniens... Mais la France, les Etats-Unis, qui disposent sur place d'une formidable armada, laissent faire.**

**Les soldats français, et tous ceux de la Force multinationale, ne sont pas au Liban pour une « mission de paix », mais pour faire la guerre contre les populations — la seule d'ailleurs pour laquelle nos généraux, formés par les guerres d'Indochine et d'Algérie, ont une quelconque expérience ! Ils sont là-bas pour faire la guerre et, si ce n'est pas tout-à-fait au même titre que les troupes israéliennes, c'est dans le même camp.**

**Lors de leur première intervention, sous prétexte de sauvegarder les combattants palestiniens, les troupes de la Force multinationale avaient assuré leur départ, donnant satisfaction aux Israéliens et à leurs alliés phalangistes libanais.**

**Ensuite, après leur retour qui avait suivi les massacres de Sabra et Chatila, ces troupes avaient quadrillé les quartiers populaires de Beyrouth, participant aux opérations de ratissage engagées par les milices phalangistes et l'armée libanaise.**

**Dans le conflit qui a éclaté en septembre entre l'Etat phalangiste de Gemayel et les combattants druzes de Joumblatt, les Super-Etendard français sont intervenus contre les positions druzes dans le Chouf, dans le même camp que Gemayel.**

**Et on voudrait faire croire que les troupes françaises engagées au Liban sont « neutres » ?**

**Non, les troupes françaises n'ont rien à faire au Liban qui ressemble à la paix, sinon celle des cimetières. Et au-delà du Liban, au même titre que les autres troupes de l'impérialisme, que l'armée israélienne, que les forces américaines, elles montrent qu'elles se préparent à faire face à toute éventuelle montée de la colère des peuples opprimés de cette région.**

*Jean-Jacques FRANQUIER*

(AFP)

**La presse française après le raid :**

## Changement de ton

Après l'ivresse des premières heures, la presse française découvre quelques sujets de mécontentement dans le raid sur Baalbek. *Lendemains de raid* titrait ainsi *Libération. De nombreuses questions sans réponses*, précisait *Le Monde.*

Car finalement, que sait-on ? Que justement on ne sait pas grand-chose : la liste précise des bâtiments attaqués par les Super-Etendard, leur localisation, sans parler du nombre des victimes, tout cela est devenu de plus en plus flou au fur et à mesure que les heures puis les jours passaient.

Et pourtant, ce flou n'avait pas empêché les journaux d'applaudir à tout rompre l'opération militaire, dès qu'elle avait été rendue publique : *La punition (Le Matin), La vengeance des Super-Etendard (Le Parisien), La loi du talion (Libération).* Tous avaient entonné les trompettes guerrières, abreuvant leurs lecteurs d'informations que l'on découvre aujourd'hui fausses ou, à tout le moins, imprécises. Pourtant, dans les premières heures, on ne trouvait guère de restrictions dans les colonnes des journaux. Sans doute leur aurait-il semblé inconvenant de ternir leur bel enthousiasme patriotique par de mesquines réserves. Aussi avalèrent-ils en chœur les communiqués ministériels, pour nous les resservir tout chauds !

Mitterrand colonialiste :

# PAS NOUVEAU !

Au Liban, la « mission » des soldats français aujourd'hui est « *d'assurer la sécurité* ». « *Nos soldats interviennent à chaque fois pour sauver des hommes. C'est pour cela qu'on les a appelés les soldats de la paix.* » C'est ce que Mitterrand déclarait le 16 novembre, lors de l'émission « L'heure de vérité ».

Le lendemain, les raids des Super-Etendard, au nom de « la légitime défense » contre le terrorisme que Mitterrand avait également évoquée, donnaient leur vrai contenu à cette « mission de paix ».

Il y a vingt-neuf ans, presque jour pour jour, à la mi-novembre 1954, le même Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur, déclarait devant l'Assemblée nationale : « *Partout où la force française se montrera, le désordre sera instantanément réprimé, et la population défendue* ».

Cette mission de paix, on la disait alors de « pacification ». Depuis, le mot a mauvaise presse, et pour cause !

Elle était dirigée, bien sûr, contre une poignée de « terroristes ».

Et elle se déroulait en Algérie, partie intégrante de cette France « *des Flandres au Congo* », selon l'expression du même François Mitterrand.

D'un ton déjà « gaullien », comme dirait la presse aujourd'hui, mais en tout cas aussi colonialiste, Mitterrand déclarait : « *J'appliquerai une politique (...) qui fera de l'Afrique le plus beau témoignage de la pérennité de la civilisation française.* »

Et comme il venait d'affirmer que la force de la nation devait l'emporter, « *quelles que puissent être les difficultés et les cruautés de cette tâche* », cela donnait une idée très exacte de ce que la « civilisation » française allait apporter aux Algériens.

C'est ainsi que débutait la guerre d'Algérie, qui dura huit ans. Huit ans d'une sale guerre qu'on refusait de reconnaître comme telle. Et dans les débuts de laquelle Mitterrand, qui fut ministre de l'Intérieur, porte une lourde responsabilité.

Huit ans de cruautés contre le peuple algérien, de tortures : dès janvier 1955, des écrivains comme Bourdet et Mauriac dénonçaient les pratiques des forces de répression. Mitterrand ouvrait une enquête...

Huit ans d'engagement croissant du contingent, envoyé en Algérie, avec la bénédiction de Mitterrand qui s'en expliquait en ces termes à l'Assemblée nationale, en décembre 1954 : « *Avez-vous le droit moral de disposer du contingent à cette fin* (de répression) *m'a-t-on demandé ? Cela me paraît évident, puisqu'il s'agit d'une mission ayant pour objet de préserver l'unité de la nation, ce qui est le devoir essentiel des citoyens.* »

Avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement Mendès-France, il y avait en Algérie 49 700 hommes. En février 1955, date de sa chute, il y en avait 80 300. Mitterrand fit valoir cet argument lors du dernier débat du gouvernement Mendès. Cela ne suffit pas, à l'époque pour lui rallier la droite. Mais cela suffit aujourd'hui, pour apprécier la continuité de la politique de Mitterrand !

*Sylvie MARÉCHAL*

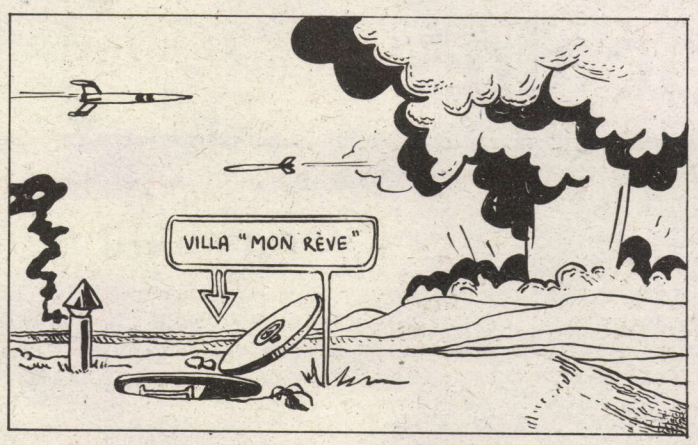
# Mauroy au 36e dessous

*Une note « ultra-secrète » de Mauroy — publiée par* Libération — *attire l'attention des préfets de région sur la protection de la population en cas d'attaque nucléaire.*

*Le Premier ministre énumère les mesures immédiates : vérifier si les sirènes fonctionnent, préparer les itinéraires et en particulier ceux qu'il faudrait interdire à la population civile et réserver à l'armée, recenser les abris « naturels ». Il envisage aussi d'imposer une obligation de construire des abris avec chaque bâtiment neuf à partir du 1er janvier 1984.*

*L'efficacité des abris est loin d'être évidente. Des spécialistes pensent même qu'un abri, si résistant soit-il, a de fortes chances, en milieu urbain, d'être enfoui et ses occupants enterrés vivants ! Sinon, dans bien des cas, ils joueraient le rôle de fours crématoires !*

*Cela n'empêche pas, au niveau gouvernemental, d'avoir pris certaines précautions... pour sauvegarder les responsables. Il a même été prévu de redémarrer la même société que celle qui aura conduit à la catastrophe... Ainsi, en France, les responsables militaires ont leur protection. En Italie, on parle d'un bunker pour abriter le pape, les archives vaticanes et quelques quarterons de cardinaux. Aux USA, un Boeing 727 est en attente permanente, prêt à prendre à son bord le président. Celui-ci pourra rejoindre ensuite une base équipée d'une banque souterraine, pourvue de l'appareillage nécessaire à l'émission d'une nouvelle monnaie. Il est prévu que, dès qu'un recensement de la population vivante aura pu être effectué, un impôt sera prélevé pour* « redonner un sens communautaire aux citoyens ».




*Tout cela est évidemment dérisoire. Mais en attendant de faire la bombe, le commerce ne perd pas ses droits. Les stocks d'abris familiaux étant très faibles (500 en France), le marché s'annonce florissant. A 250 000 et même 500 000 F l'abri, les fabricants sont optimistes et ne redoutent pas la crise. Toute une panoplie de produits est prévue. On peut aujourd'hui acheter une nourriture lyophilisée « spéciale 3e guerre mondiale ». Elle est garantie 25 ans. D'ici là...*

# USA : « Le jour d'après »

*Une scène du* Jour d'après : *après l'explosion nucléaire.*

Plusieurs millions d'Américains ont pu voir, sur une chaîne de télévision, la destruction d'une ville des USA par une bombe atomique. Le film, baptisé, *The day after (Le jour d'après)*, était selon ses auteurs rigoureusement conçu selon des estimations scientifiques. Il montrait le plus exactement possible ce qu'il adviendrait en ce cas, les morts, les survivants, les décombres. Et même le choix de la ville-cible, Kansas City, avait été fait parce que c'est une base militaire nucléaire.

C'était peu, a-t-on dit, par rapport aux films d'horreur que diffusent les chaînes de la télévision américaine. Mais cela a provoqué une émotion bien plus considérable dans la population. Cette fois, chacun s'est senti menacé.

Un propos a scandalisé les acteurs-survivants et sans doute les téléspectateurs, lorsque le président américain déclarait aux survivants de Kansas-City : « *L'Amérique a survécu. Elle ne s'est pas rendue. La démocratie n'a pas battu en retraite. Dieu vous bénisse* ». « *C'est tout ce qu'il a à nous dire ?* » s'indignait l'un des survivants.

L'impact du film a été tel que, tout de suite après, le secrétaire d'Etat Georges Schultz a tenté de calmer les esprits en expliquant que c'est précisément parce que « *la guerre nucléaire est inacceptable* » qu'il fallait soutenir la politique de Reagan !

C'est aussi pourquoi les services gouvernementaux américains ont pris la décision de publier une brochure intitulée *Le président Reagan, la paix, la réduction des armements et la dissuasion*, que chaque citoyen américain peut recevoir sur simple demande.

Bien des conservateurs accusent les producteurs de l'émission d'être des pacifistes. Certains y voient même la main de Moscou.

En tout cas, confronté à la menace de la guerre nucléaire, l'opinion américaine réagit dans un sens plutôt contraire à celui des gouvernants qui cherchent à la mettre en condition.

*Le jour d'après* n'est pas encore arrivé. Il n'arrivera que si les peuples ne mettent pas à profit « les jours d'avant » pour mettre hors d'état de nuire leurs dirigeants.

*N.M.*

# UN NUMERO SPECIAL DE « QUE CHOISIR ? » :

## Services publics, pièges et solutions

**En octobre, l'Union Fédérale des Consommateurs a publié un numéro spécial consacré aux services publics, qu'ils soient nationalisés ou non. Cette brochure est avant tout un guide qui renseigne l'usager sur l'utilité, les problèmes, les pièges des divers services. Electricité et gaz, eau, téléphone, postes, ordures, chemins de fer, police, hôpitaux, pompes funèbres, mairies et préfectures, Sécurité sociale, ANPE, et ASSEDIC et pour finir le fisc : tels sont les sujets abordés.**

**Il va de soi qu'en un petit nombre de pages (70), il n'était pas possible de faire état de tous les problèmes et de tous les cas. L'UFC nous prévient qu'elle a *« souvent été contrainte d'aller à l'essentiel, au minimum indispensable »*.**

**Cette brochure est souvent intéressante. Au passage, les rédacteurs de la brochure donnent des conseils aux lecteurs, font des suggestions aux pouvoirs publics, avec lesquels on ne peut généralement qu'être d'accord. Pas toujours cependant. Ainsi, lorsque la revue proteste contre le fait que la plupart des agents SNCF prennent leur retraite à 50 ans, qu'ils ont droit à des facilités de circulation, ou que les agents de l'EDF bénéficient de fournitures de courant quasi gratuites.**

**L'UFC s'imagine-t-elle que si l'Etat reprenait ces avantages (souvent contreparties de bas salaires, d'ailleurs), ce serait les consommateurs qui en bénéficieraient ? Quelle naïveté !**

**Au fil des pages, le lecteur se rend compte d'une évidence : les services publics ne sont pas faits *pour* le public. Un exemple le symbolise assez bien : les services publics ne prévoient généralement pas quelque chose d'aussi simple et d'aussi élémentaire qu'un bureau ou un service de réclamations. *« Cherchez donc ces fameux services de réclamations dont on nous vante les charmes : inutile, vous ne les trouverez pas. A la SNCF, ils se nomment pudiquement « service après vente » ; aux Télécoms, à vous de choisir entre « renseignements » ou... « dérangements », etc. (...) Interrogés, les structures nationales reconnaissent un refus d'organiser publiquement les réclamations. D'abord, si on met un service spécial à la disposition de l'usager, on craint qu'il ne s'en serve trop. »***

**Le public n'a donc pas son mot à dire. Ni en ce qui concerne les petites choses, ni, et surtout, les grandes. Pas question par exemple que le public intervienne dans les choix de l'EDF en matière d'investissements, de centrales nucléaires, d'emprunts à l'étranger. On touche là à des intérêts financiers publics ou privés, et les consommateurs ne sont pas censés mettre leur nez dans ces affaires.**

*André VICTOR*

# *Comparative ou pas, c'est de la pub*

*Le supermarché Carrefour de Chartres a effectué une opération de publicité-vérité en publiant un relevé de prix (sous contrôle d'huissiers) de 150 produits vendus chez lui et chez ses concurrents locaux. Un dépliant tiré à 30 000 exemplaires était distribué aux clients : sur 150 prix, Carrefour était moins cher, ou aussi cher pour 138 articles, et plus cher pour 12 seulement... bien choisis évidemment, parmi les 20 000 vendus dans ses rayons.*

*Cette affaire provoque un débat sur ce qu'on appelle la « publicité comparative », c'est-à-dire celle qui cite les noms et les prix des concurrents. Un fabricant de fixations de sécurité de ski (Look) vient d'écrire :* « Seule l'interdiction de faire de la publicité comparative nous empêche en France de vous dévoiler où en sont nos concurrents ». *Certains patrons sont donc favorables à ce genre de publicité. Les associations de consommateurs également. Et il est question que cette forme de publicité devienne légale, comme c'est le cas aux USA par exemple.*

*Après tout, pourquoi pas ? Pourquoi taire ce qui se passe chez le concurrent ? Qu'est-ce que le consommateur peut y perdre ?*

*En fait, l'exemple des USA précisément montre que la publicité comparative reste de la publicité, et non de l'information véritable. Elle n'est utilisée que lorsque cela arrange les fabricants et les vendeurs, et de façon sélective, comme on le voit chez Carrefour.*

*On pourrait bien sûr imaginer des organismes publics chargés d'informer les consommateurs, précisément, sur les prix, sur les qualités, etc. Mais pour que cela existe, il faudrait d'abord que le capitalisme ne soit plus le capitalisme.*

# USA :

## Les bus Greyhound en grève contre la diminution de 25 % de leurs salaires

**Depuis la première semaine de novembre, les 12 500 employés de Greyhound, aux USA, sont en grève. Greyhound est la plus grosse compagnie d'autocars, et ses 7 000 chauffeurs transportent chaque année des dizaines de millions de passagers, aux quatre coins du pays, y compris sur de très longues distances. Elle est, pour la majorité des Américains aux revenus modestes, un véritable service public.**

**Mais si en 1974 la compagnie avait transporté 170 millions de passagers, ce chiffre était tombé à 125 millions en 1981. Les conséquences de la crise, la concurrence de nouvelles petites compagnies locales et la concurrence des compagnies aériennes, qui offrent des tarifs voisins de ceux de Greyhound sur certaines liaisons, tout cela a fortement réduit l'activité de Greyhound, et surtout ses bénéfices.**

**Dans un premier temps, la direction de la compagnie a supprimé toute une série d'arrêts secondaires et des petites lignes jugées non rentables. Mais ces économies ne suffisant pas à rendre ses prix compétitifs et à ramener les clients, Greyhound a décidé de baisser les salaires de 25 % !**

**D'abord en diminuant de 10 % le salaire proprement dit, puis en supprimant toute une série de primes. Tout cela en promettant au public, en publicité dans les journaux : « *La semaine prochaine, Greyhound repart à moitié prix* ». En fait, les autocars ne repartent pas, et les travailleurs ne semblent pas près de les laisser repartir. Des affrontements violents ont eu lieu dans plusieurs grandes villes, à San Francisco, à Philadelphie, à Seattle, entre les forces de l'ordre et les grévistes qui empêchaient les jaunes embauchés par la directions de sortir les cars (20 000 candidats se seraient présentés). Et les menaces de mise à pied, brûlées par exemple à Chicago dans un grand feu, n'ont pas l'air d'entamer la détermination des grévistes.**

*Bertrand GORDES*

# POLOGNE :

## *Les prix de la dictature*

La situation est à nouveau en train de se tendre en Pologne, où les autorités montrent des signes visibles d'inquiétude.

La situation économique reste catastrophique : c'est ce qui ressort du bilan que vient de dresser le dernier Comité central du Parti Ouvrier Polonais consacré aux problèmes économiques. Le rapport préliminaire du Bureau politique faisait certes état d'une augmentation de 8 % de la production au cours des dix derniers mois. Mais comme la baisse a été dix fois plus importante en quatre ans, cela ne modifie en rien l'état lamentable du pays.

Plusieurs interventions au Comité central, selon ce qu'en disent les autorités elles-mêmes, ont été faites pour souligner l'inquiétude à propos des nouvelles hausses des prix attendues pour le mois de janvier.

Mais, inquiétude ou pas, il faut bien pour Jaruzelski et ses collègues faire payer la crise aux travailleurs. Il faut bien rembourser les banques occidentales, et également continuer d'assurer les privilèges de la nomenklatura polonaise.

Toutefois, pour tenter de faire accepter à la population cette hausse des prix présentée officiellement comme « *douloureuse mais inéluctable* », le pouvoir essaye d'éviter des provocations inutiles. Et une circulaire, qui émanerait du cabinet de Jaruzelski, recommande aux responsables locaux « *de s'abstenir pendant la période de consultation* (sur les prix) *d'émouvoir l'opinion et d'aggraver la situation socio-politique* ».

*Une queue devant un magasin de produits laitiers à Varsovie, en 1980. Aujourd'hui, Jaruzelski s'inquiète des réactions de la population face aux prochaines hausses.* (AFP)

Est-ce pour faire face à la nouvelle crise qui menace que Jaruzelski a remanié son ministère et créé un Comité de défense nationale, dont il est bien entendu le président et qui coiffe toutes les autorités ? Toujours est-il que la dictature demeure la dictature et que c'est précisément cela qui « *émeut l'opinion* ».

Dans le même temps, Lech Walesa a révélé qu'il était parvenu à semer momentanément ses surveillants pour rencontrer secrètement les dirigeants de Solidarité clandestine, dans le but, selon ses dires, de « *coordonner une stratégie de défense du niveau de vie des travailleurs* ». Il n'en est pas résulté pour le moment de mots d'ordre et de directives publiques. Mais Solidarité se rappelle au bon souvenir des dirigeants et rappelle à la population que le syndicat existe toujours.

Tout le monde se souvient en Pologne que c'est à plusieurs reprises, dans le passé, sur des problèmes de hausses des prix que des émeutes ont éclaté !

En tout cas, si la population supporte avec bien du mal la dictature, la dictature supporte elle avec du mal la perspective du mois de janvier et des hausses de prix qui s'annoncent.

*Marie ANTONIN*

# *GREVE AUX PAYS-BAS*

La presse, la télévision, la radio ne nous épargnent aucun fait nouveau dans l'affaire de l'enlèvement du roi de la bière, Heineken. En revanche, les medias ne disent pratiquement rien sur ce qui est actuellement bien plus dans les préoccupations de la population aux Pays-Bas : les grèves des services publics qui durent depuis un mois. Les postes sont bloquées depuis une quinzaine de jours, des grèves touchent l'administration du fisc, les cheminots, les éboueurs, les douaniers, les marins des ferry-boats.

A l'origine du mouvement, le mécontentement devant la décision du gouvernement de baisser de 3,5 % les salaires des fonctionnaires en 1984. On ne peut évidemment pas savoir, à la lecture des très rares informations publiées par la presse en France, quelle est la combativité des travailleurs et quelles revendications ils voudraient voir avancer. Les syndicats quant à eux, qui parlent au nom des grévistes, revendiquent que la baisse ne soit que de 2 %, mais ils acceptent le principe de la baisse...

Le gouvernement a fini par concéder que la baisse ne soit que de 3 % (soit 0,5 % de moins), mais cela ne semble visiblement pas avoir enrayé le mouvement. La presse française n'a pas été bavarde sur ces mouvements. Et ce ne sont pas les informations sur ceux-ci qui pourront donner des mauvaises idées aux travailleurs français.

En tout cas, les politiques d'austérité sont bien de même nature dans tous les pays. Et elles appellent partout la riposte ouvrière contre l'Etat, ainsi que l'émancipation envers les directions syndicales qui, aux Pays-Bas comme en Belgique, comme en France, se montrent complices des gouvernements !

*Philippe NATIER*

# ESPAGNE :

## Du droit de manifestation dans l'Espagne socialiste

*Violents incidents en Espagne le 20 novembre entre policiers et manifestants. Non pas à l'occasion du huitième anniversaire de la mort de Franco, passé presque inaperçu (l'extrême-droite n'a guère réuni plus de 2 000 personnes place de l'Oriente à Madrid), mais lors d'une manifestation pacifiste à Bilbao.*

*Lors de cette manifestation, dirigée contre l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN et contre les euromissiles, un certain nombre de slogans favorables à l'organisation nationaliste basque ETA-militaire furent poussés par certains manifestants. Il n'en fallut pas plus pour que la police charge sauvagement le cortège, blessant sérieusement une demi-douzaine de personnes, dont deux photographes de presse. Ce fut, aux dires de la grande presse,* « la charge policière la plus violente de ces dernières années ».

*Le gouverneur civil de Biscaye, membre du Parti Socialiste, s'est empressé de couvrir les agissements de la police, affirmant que les responsables de ces incidents étaient les manifestants qui avaient crié des slogans qui* « altéraient le sens de la manifestation », *et donc les raisons pour lesquelles elle avait été autorisée.*

*Ce n'est d'ailleurs pas la première fois, depuis l'arrivée au gouvernement des socialistes il y a un an, que la police agit avec une brutalité délibérée contre des manifestants pacifistes. Cet été, la dynamite avait été employée pour expulser des ouvriers agricoles andalous qui occupaient une grande propriété. Il y a quinze jours, pour déloger une poignée de chômeurs occupant l'Agence pour l'emploi d'une petite ville de la province de Barcelone, les autorités avaient utilisé les « brigades anti-émeutes », pas moins !*

*La bourgeoisie espagnole peut être tranquille : ce n'est pas sous le gouvernement socialiste que sa police risque de s'amollir !*

*La manifestation contre l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN, à Bilbao : « la charge policière la plus violente de ces dernières années ».*

# CHILI

# MANIFESTATIONS POP
# DES PARTIS POLITIQU

**VENDREDI 18 novembre, au Chili, ce sont des centaines de milliers de personnes qui se sont rassemblées dans un grand parc de la capitale. Et cette septième journée nationale de protestation a été l'occasion de la plus grande manifestation d'opposition à la dictature depuis le mois de mai.**

**A nouveau, comme en mai, en juin, en juillet, en août et en partie en septembre, on a revu en même temps dans la rue les bourgeois et les petits bourgeois qui avaient dix ans plus tôt appuyé la venue de Pinochet, et les ouvriers, la population pauvre des banlieues ouvrières et des bidonvilles.**

**En octobre par contre, seuls les partis du Mouvement Démocratique Populaire, regroupant le PC, le MIR, une minorité de groupes socialistes, des groupes chrétiens militant dans les bidonvilles et divers groupes d'extrême-gauche avaient appelé à la sixième « protesta », qui avait rassemblé de 50 000 à 80 000 personnes selon les estimations et qui avait essentiellement mobilisé la population des « poblaciones » (les bidonvilles).**

**Il faut dire que cette fois, à nouveau, contrairement à ce qui s'était passé en octobre, l'Alliance Démocratique avait pris l'initiative de la manifestation. Cette Alliance Démocratique regroupe les partis d'opposition de droite, du centre, la plupart des groupements socialistes (le Parti Socialiste, qui avait été le principal parti de l'Unité Populaire, est aujourd'hui éclaté en de multiples groupements). La Démocratie Chrétienne en est la force principale. Le Mouvement Démocratique Populaire, quant à lui, avait aussi mobilisé ses troupes pour cette septième journée.**

Bien sûr, cette unanimité retrouvée a permis l'organisation de cette ample manifestation et une démonstration de force de l'opposition. Elle donne aussi la mesure de l'impopularité du régime de Pinochet. Mais elle ne peut faire oublier que tous ceux qui se retrouvaient à crier « *Que Pinochet s'en aille* » étaient loin d'avoir les mêmes intérêts et les mêmes espoirs, étaient loin de mettre le même sens derrière ces mots.

Les dirigeants de l'Alliance Démocratique, ceux du Parti Radical comme Enrique Silva Cimma, qui a été le seul à prendre la parole au meeting central, ou ceux du Parti Démocrate Chrétien comme G. Valdès, qui fait figure de dirigeant de l'Alliance Démocratique et d'interlocuteur du régime, veulent obtenir de Pinochet la négociation d'un calendrier de légalisation des partis (au moins les partis non marxistes) et de mise en place d'institutions de type parlementaire.

En attendant, ils ont besoin de l'appui de la population, de ses mobilisations, pour contraindre Pinochet et les militaires à céder du terrain.

Mais tous ces politiciens, qui ont en leur temps dirigé le Chili et qui en 1973 ont appuyé le coup d'Etat de Pinochet, mènent leur barque en tenant compte des intérêts généraux de la bourgeoisie chilienne et de la bourgeoisie internationale, qui a besoin d'ordre social.

Ils tiennent aussi compte de leurs intérêts de politiciens qui peuvent avoir bientôt l'occasion d'occuper le devant de la scène, les postes et les places. Il a suffi en août de quelques gestes d'ouverture de Pinochet pour que les dirigeants de l'Alliance Démocratique, en particulier la Démocratie Chrétienne, hésitent en septembre à convoquer la journée de protestation, puis y renoncent en octobre. Et si aujourd'hui l'Alliance Démocratique choisit de faire une telle démonstration de force, c'est semble-t-il parce que l'ouverture du « dialogue » avec le gouvernement n'a été que symbolique, dans la mesure où pour l'instant Pinochet, s'il a effectivement placé un civil à la tête du gouvernement en août dernier, se refuse à toute concession supplémentaire.

Mais il suffira sans doute d'une nouvelle ouverture de la part du régime pour que ces hommes-là conseillent aux petits bourgeois qui les suivent de se tenir tranquilles, et surtout pour qu'ils rappellent à l'ordre les centaines de milliers de travailleurs pauvres qui vivent dans les bidonvilles et qu'ils leur disent qu'ils doivent accepter le chômage, les bas salaires, les bidonvilles sans eau, sans chauffage ni électricité. Et si se développaient des mouvements de colère de la classe ouvrière qu'ils ne contrôlent pas, ils n'auraient même pas besoin de promesses de dialogue de la part du régime pour être les partisans de l'ordre, et ils laisseraient à Pinochet les mains libres pour agir contre la classe ouvrière. Comme ils l'ont déjà fait en 1973.

Et c'est bien pourquoi l'un des plus graves problèmes qui se posent aujourd'hui à la classe ouvrière chilienne est que les partis et les organisations qui se revendiquent d'elle, comme le PC, le MIR et les partis socialistes, même si les positions de ces derniers varient selon le regroupement politique auquel ils appartiennent, ne leur offrent pas de perspective politique correspondant à ses intérêts.

L'ensemble des partis politiques, de la droite à la gauche, tentent de canaliser le mécontentement à leur profit, tentent de

## Quelques moments de la « protesta » de septembre

● Combate, *qui est l'organe du groupe trotskyste du même nom, rapporte dans son numéro de fin septembre des extraits de la presse chilienne faisant le récit des journées nationales de protestation qui ont été marquées pendant plusieurs jours, entre le 4 et le 11 septembre, par une série de manifestations dans le centre de Santiago du Chili mais aussi dans les faubourgs ouvriers pauvres.*

*Ces journées de protestation coïncidaient avec les manifestations que le régime voulait organiser pour le dixième anniversaire du coup d'Etat. Pendant que le gouvernement militaire célébrait son dixième anniversaire avec une manifestation civile et militaire devant l'autel de la Patrie, on vivait, dans les bidonvilles des faubourgs, des moments de tension.* Combate *publie entre autres un extrait du journal Chilien* Solidarité *qui raconte ainsi la journée du 9 septembre :* « Aux alentours de 13 heures, quelques bidonvilles commencèrent à être littéralement occupés par les forces des carabiniers *(la gendarmerie).*Les effectifs de police, d'après les témoins, agirent durement contre la population, tirant, frappant les personnes, faisant violemment irruption dans les domiciles, détruisant les choses de plus grande valeur à coups de crosse ou à coups de pied, ainsi que les cuisines, les meubles. On a même vu à l'occasion, des bombes lacrymogènes lancées à l'intérieur des habitations. A San Raphael, il y a eu environ huit blessés par balles et une vingtaine de contusionnés. On n'a pas compté les arrestations. on a vécu des situations semblables dans plusieurs autres bidonvilles ».

*Le même journal rapporte les propos d'une habitante de La Victoria, un faubourg de la périphérie :* « Cette action était une représaille aux barricades et aux feux que l'on a faits dans le quartier pour empêcher que les ouvriers du PEM et du POJH *(des travailleurs au chômage en réalité, mais secourus d'après un système « d'emploi minimum »-NDLR)* soient obligés de se rendre à la manifestation civile et militaire de soutien à Pinochet prévue pour ce jour-là ». *Et d'expliquer :* « Ces choses-là ne peuvent pas être forcées. Nous ne pouvons y aller par obligation et nous ne nous vendons pas pour une paire de chaussures. Nous sommes des personnes et nous pourrions nous payer tout ce qu'ils nous offrent, s'il y avait du travail ».

*Cette nuit-là, dans le bidonville de La Victoria, à la paroisse,* « on veillait le corps du jeune chauffeur (23 ans, marié, un enfant) Miguel Angel Zavala (tué lors d'une manifestation). Toute la population était dans la rue, criant des mots d'ordre autour de feux et de barricades. Il était quasiment impossible d'accéder à l'endroit. A partir de là, les manifestations ont échappé à toute organisation. Les jours qui suivirent le 9, la population a continué à manifester son mécontentement en procédant à des extinctions de lumière, en allumant des incendies dans les rues, en tapant sur des casseroles, surtout dans les quartiers périphériques ».

---

***Si vous êtes intéressés par la revue COMBATE, vous pouvez écrire à COMBATE BOX 5045 S-163 05 SPANGA SWEDEN***

***COMBATE édite aussi ses publications en anglais à l'usage de tous ceux qui ne lisent pas l'espagnol.***

# ULAIRES ET GRANDES MANŒUVRES

ES

*manifestation du 18 novembre dernier à Santiago*

hapeauter et de contrôler les organisa-ons de quartier ou les syndicats qui se econstituent, pour en faire des points 'appui à une politique qui n'a rien de pro-étarien et qui consiste à mettre les mas-es populaires, y compris la classe uvrière, à la remorque du mouvement 'opposition de la bourgeoisie et de la etite bourgeoisie et de donner à celui-ci es troupes qui, faute de se préparer à éfendre leurs intérêts propres, tireront les harrons du feu pour les politiciens bour-eois.

## • Le programme de l'Alliance Démocratique

L'Alliance Démocratique s'est constituée en juillet, à partir des partis déjà regroupés depuis mars dans la « Multipartite » : le Parti National (de la droite conservatrice), le Parti Social-Démocrate, le Parti Radical (centriste), plusieurs partis socialistes et bien entendu la Démocratie Chrétienne.

Son programme initial réclamait la démission de Pinochet, la création d'un gouvernement de transition chargé dans un délai de dix-huit mois d'autoriser les partis — sans préciser lesquels —, de préparer l'élection d'une Assemblée chargée de rédiger une Constitution. Le programme prévoyait pour cette période de transition la négociation entre employeurs et dirigeants syndicaux d'un « pacte social » susceptible de garantir la paix sociale.

Après que Pinochet a nommé à un poste de chef de gouvernement un civil, Onofre Jarpa, politicien bourgeois conservateur, ex-secrétaire du Parti National (très réactionnaire et chaud partisan en 1973 du coup d'Etat de Pinochet), dans le but d'établir un « dialogue » avec des représentants de l'opposition, les dirigeants de l'Alliance Démocratique cessèrent de faire de la démission de Pinochet un préalable aux discussions avec les militaires.

Aujourd'hui, ils disent que Onofre Jarpa n'a d'autre but que de faire traîner les choses. Ils remettent la démission de Pinochet comme revendication première. Ils demandent aussi la dissolution de la CNI — la police secrète du régime — qui paraît très active.

## • Les divers groupements socialistes

*Le Parti Socialiste, tel qu'il existait avant 1973, n'existe plus en tant que tel. Il a éclaté. Et le mouvement socialiste apparaît aujourd'hui divisé en de multiples groupes et fractions. Entre celles-ci, des regroupements ont lieu, se font et se défont. Mais dans l'ensemble, à l'exception de quelques tendances qui se sont regroupées avec le PC dans le MDP, les groupes et regroupements socialistes ont privilégié l'Alliance Démocratique comme la meilleure option pour obtenir le retour à la démocratie dans le pays.*

*Un dirigeant d'un regroupement socialiste, Ricardo Munez, membre de la direction du Comité Public d'Unité, expliquait :* ***« Nous comprenons l'Alliance Démocratique comme un processus en construction, qui doit s'approfondir, s'étendre et s'affermir. Nous nous disposons à mettre là toute la force que nous représentons, comme expression de la classe ouvrière et des autres couches populaires — sans prétendre être les seuls — et défendre au sein de l'Alliance leurs intérêts fondamentaux. Cela nous conduit à refuser tout regroupement hors de l'Alliance, car c'est en son sein que doivent se défendre les aspirations de notre peuple mobilisé ».***

## • Le Parti Communiste Chilien à la remorque de l'Alliance Démocratique

Le Parti Communiste Chilien avait été en 1973 sans doute l'une des principales cibles de la répression organisée par Pinochet. Néanmoins, ce parti s'est peu à peu reconstitué dans la clandestinité. Ses militants ont mené à la fois une activité au niveau des quartiers et au niveau syndical. Pendant ces dernières années, il défendait à la fois l'idée de la nécessité d'une large alliance de toutes les forces opposées à la dictature et l'idée de la nécessité de recourir, sous la dictature, et en l'absence de toute possibilité de dialogue avec le régime, à des formes de lutte illégales, voire de lutte armée.

Quand, en mars 1983, se manifestèrent les premiers regroupements des forces d'opposition autour de la Démocratie Chrétienne, le PC posa sa candidature à intégrer ce regroupement. Considéré comme un « parti marxiste », il fut repoussé. Et c'est devant le refus réitéré de ses offres de bons services de la part des dirigeants de l'Alliance Démocratique qu'après août il regroupa autour de lui, dans le Mouvement Démocratique Populaire (MDP), certains groupes et organisations militant sur la base des quartiers. Aujourd'hui le MDP a pour objectif numéro un de trouver un accord avec l'Alliance Démocratique. Il a ainsi publié un manifeste dont le langage est significatif — manifeste cité dans *Inprecor* du 7 novembre. On y lit notamment à propos de l'Alliance Démocratique : « *La constitution de l'Alliance Démocratique est sans aucun doute une initiative que nous estimons. Ses propositions démontrent que la plus large unité est possible et constitue un apport concernant le principe sur lequel on doit fonder un régime démocratique dans notre pays. Elle signale avec justesse que le renoncement de Pinochet, la constitution d'un gouvernement provisoire et l'appel à l'élection d'une Constituante sont des conditions indispensables à une véritable transition vers la démocratie. Selon ce qui est exprimé dans son document de constitution, elle représente en plus un effort de rencontre et de collaboration entre forces politiques différentes, dans le but de mettre fin à la dictature et d'ouvrir la voie à la démocratisation du pays* ». Et d'ajouter après ce coup de chapeau à l'Alliance Démocratique : « *Il est possible et nécessaire de mener à bien un processus de convergence, capable de parvenir à une unité démocratique indispensable, large et sans exclusive* ». Pour terminer en proposant un « Accord Démocratique National ». sans jamais mentionner même que les dirigeants de l'Alliance Démocratique, les bourgeois et les petits bourgeois qui les soutiennent, défendent des intérêts qui n'ont rien à voir avec ceux des travailleurs chiliens : « *Pour cela, nous croyons fermement que l'Alliance Démocratique, comme le Mouvement Démocratique Populaire, doivent converger vers l'élaboration de l'Accord Démocratique National auquel nous aspirons, surtout dans son expression au niveau de la base sociale en lutte* ».

Le MDP et son manifeste sont aussi soutenus par le MIR, qui souhaite être accepté à part entière dans le MDP. C'est dire que l'essentiel des organisations de gauche chiliennes visent à être acceptées dans un vaste regroupement chapeauté par la Démocratie Chrétienne. Ces organisations qui se réclament de la classe ouvrière ne proposent rien d'autre à cette dernière que de s'aligner sur la politique des représentants de la bourgeoisie chilienne qui, pour oppositionnels qu'ils soient aujourd'hui à Pinochet, n'en sont pas moins des ennemis jurés de la classe ouvrière.

## • Le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) : un radicalisme qui va de pair avec l'opportunisme.

*Le MIR est une organisation révolutionnaire fortement imprégnée d'idées castristes.*

*Du temps d'Allende, le MIR avait eu une attitude suiviste vis-à-vis du gouvernement d'Unité Populaire. Il reprochait bien à Allende de ne pas assez faire appel aux travailleurs, de ne pas aller assez loin. Mais il appelait les travailleurs à soutenir Allende, qu'il ne présentait pas comme un homme politique au service de la bourgeoisie. Et il contribua à laisser les travailleurs politiquement et moralement désarmés devant le coup d'Etat.*

*Le MIR, bien que frappé très fortement par la répression après le coup d'Etat de septembre 1973, n'a jamais cessé d'exister.*

*Au lendemain du renversement d'Allende, il misait sur une rapide mobilisation de la classe ouvrière et préconisait la lutte armée.*

*Au cours de ces dix années de dictature, le MIR a agi à plusieurs niveaux. D'un côté, il s'est déclaré partisan de la guerre populaire, organisant des noyaux armés susceptibles de réaliser des actions de guérilla. D'autre part, il a cherché à mener une politique d'alliance avec le Parti Communiste Chilien qui, pour sa part, cherchait à montrer qu'il n'avait pas partie liée avec cette organisation capable d'actions très radicales.*

*Dans son programme et sa propagande, le MIR met en avant des objectifs qui paraissent radicaux, comparés à ceux de l'Alliance Démocratique et du PC. Il est pour le rétablissement des libertés, pour des mesures sociales en faveur des plus pauvres, l'établissement d'une* ***« démocratie de masse »*** *et l'organisation d'un* ***« pouvoir populaire »,*** *la* ***« dissolution des appareils répressifs »,*** *la* ***« démocratisation des forces armées »*** *et la formation de* ***« milices de citoyens ».***

*Le MIR veut renforcer le mouvement démocratique par* ***« la coordination de toutes les organisations de masse, syndicales, paysannes, des « pobaciones » (bidonvilles), de la jeunesse, des femmes et de tous les secteurs sociaux opprimés, pour mettre en avant une plate-forme démocratique unifiée du peuple et frapper d'un seul poing la dictature ».*** *Et d'ajouter dans son manifeste :* ***« Il faut que tous les partis de gauche et les autres forces démocratiques conséquentes s'unissent pour établir un « pacte du peuple », de lutte pour une pleine démocratie, pour la défense des droits sociaux et économiques des grandes majorités nationales. C'est ainsi seulement que seront jetées les bases pour une véritable solution à la crise qui affecte notre patrie ».***

*Cette façon radicale et populiste de réclamer l'union nationale est caractéristique du MIR qui, encore une fois, tout en restant critique, emboîte le pas aux projets politiques du PC et, du coup, de l'Alliance Démocratique.*

# APRÈS LES ATTENTATS EN GUADELOUPE

**La série d'attentats à la bombe qui se sont produits dans la nuit du dimanche 13 au lundi 14 novembre a suscité de nombreuses réactions en Guadeloupe, et la presse et la télévision françaises se sont surtout fait l'écho de celles des politiciens de droite, et en particulier de Lucette Michaux Chevry que l'on a vue dimanche soir à la télévision française prêcher *« l'amour et la paix »*.**

**D'après l'hebdomadaire trotskyste antillais *Combat Ouvrier*, les dirigeants des partis de gauche PCG (Parti Communiste Guadeloupéen) et socialistes se sont joints à ce concert de protestations, un des maires communistes de l'île, Bangou, réclamant au gouvernement colonial français des forces de sécurité en plus grand nombre.**

**Nous publions ci-dessous l'éditorial de *Combat Ouvrier* de samedi 19 novembre.**

**Le numéro de novembre 1983 de la *Lutte de Classe* est paru.**
**Au sommaire :**

- Grenade : un avertissement à tous les peuples des Amériques.
- Le Moyen-Orient sous les canons de l'US Navy.
- Reprise américaine... sur le dos du restant du monde ?
- Municipales d'Aulnay : percée de l'extrême-droite ?


# COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.


Les attentats qui ont eu lieu en Guadeloupe ont provoqué une levée de boucliers parmi les officiels de tous bords (en France et en Guadeloupe !) à droite comme à gauche.

Mais dans la population elle-même, si on fait abstraction de la clientèle politique habituelle de la droite, les réactions ont été partagées et nuancées. Elles furent de trois types : beaucoup de gens condamnent les attentats aveugles qui « détruisent », peuvent tuer des gens, et ne font qu'aggraver la situation des plus pauvres.

Beaucoup d'autres reprochent à ceux qui ont mis les bombes à la préfecture d'avoir agi avec maladresse et manque de discernement. On entend souvent des réflexions qui approuvent les autres attentats, y compris celui qui a menacé la gendarmerie de Capesterre Belle-Eau. Par contre ces mêmes personnes ne sont pas d'accord avec les attentats qui menacent la vie de Guadeloupéens.

Enfin un dernier groupe se demande ce que veulent les gens qui posent des bombes, vers quoi ils veulent aller, ce qu'ils proposent.

Devant la montée du terrorisme qui existe depuis plus de trois ans en Guadeloupe, malgré arrestations, condamnations, présence policière renforcée etc., il y a une politique à avoir, et ce n'est certainement pas les appels au calme, « à la paix », à « l'amour » et autres discours hypocrites de gens nantis. Il est vain d'opposer la « tranquillité » à la violence qui règne dans la société. Il faut comprendre les causes du terrorisme.

Elles sont dans la situation réelle du pays et non dans les discours d'autosatisfaction de ministres qui sont les tenants du colonialisme (Defferre, Lemoine et Cie).

Ils peuvent toujours se répéter (à eux-mêmes et aux autres) que la population des DOM est à 99,9 % française, ça ne sert à rien. La réalité la plus tangible c'est par exemple de comparer les niveaux de vie des Antilles et de la France, les taux de chômage, la balance agricole, etc.

Produit national brut par habitant : Guadeloupe 3.800 dollars. France : 9.937 dollars !

Nous sommes donc 2,6 fois moins français que ceux de l'hexagone.

Taux de chômage : 25 % en Guadeloupe et 30 % en Martinique... en France 9,7 %... Nous voilà à peu près trois fois moins français dans ce domaine. Et on pourrait continuer longuement cette litanie !

Alors les beaux emportements et les propos mensongers de Defferre et Lemoine sur les réalisations du gouvernement ne feront même pas rire. Ils sont tout simplement déplacés.

L'aveuglement réel ou de circonstance des ministres colonialistes ne nous empêche nullement, nous ici qui vivons dans ce pays, de faire d'autres analyses.

Le terrorisme est une action politique qui se déroule en dehors de la classe ouvrière.

Il exprime le mécontentement d'une fraction de la population et son sentiment d'être trompé par un pouvoir qui triche, bluffe et ment. Le jeu politique officiel est truqué. Les paroles officielles correspondent à une réalité qui est tout autre.

Quand le gouvernement parle de « décentralisation » ça reste un mot. En réalité, c'est le gouvernement à Paris et son officine de fonctionnaires blancs de la Préfecture qui décident de tout.

Dès qu'on en arrive aux échelons de décisions, il n'y a plus de Guadeloupéens ou Martiniquais. Ce fait est évident puisque ceux-ci étant des Noirs, « des gens de couleur » ou des Indiens, on se rend bien compte que c'est le Blanc qui règne sur les hautes sphères où se prennent les décisions.

Alors la « décentralisation » !

Oh ! Oui, elle a un « sens » pour les deux assemblées de « bois-bois » noirs qui acceptent de gérer docilement les communes et les cantons dont ils sont les élus. Ils acceptent passivement ce jeu truqué et prennent en « bons nègres » ce qu'on leur donne.

Après, quand des jeunes révoltés se livrent à la violence, quand des militants ne voient qu'une issue : le terrorisme, les mêmes « bois-bois » appellent leur gouvernement à la rescousse pour faire régner l'ordre.

Mais qui est responsable du désordre ? La source du chômage, de l'exil, de la déstabilisation du pays, c'est le gouvernement et les prédécesseurs de droite. La seule solution qu'ils ont trouvée aux problèmes de nos pays c'était de faire partir la jeunesse en France. Il y aurait aujourd'hui près d'un million de Noirs antillais en France !

Et il y a la crise, le chômage qui grandit, et le racisme avec lui !

Quel avenir les gouvernants, les « bois-bois » de tous bords, Michaux et Cie proposent-ils à ces Antillais exilés ? De devenir les « Juifs » de la France qu'une extrême-droite raciste (et qui monte !) jettera dans des camps ?

Que propose cette bande d'hypocrites, de falots et d'incapables ? Des belles paroles sur l'amour, la paix... ?

Regardons autour de nous ! Partout c'est la guerre, partout on fourbit l'arsenal qui endormira les peuples pour toujours.

Comment tous ces officiels pourraient-ils convaincre ceux qui choisissent le terrorisme de désarmer ? Au profit de quelle politique le feraient-ils ? Celle de la droite ou celle de la gauche ? Mais on voit ce qu'elle a donné. C'est l'impuissance de tous ces gens-là qui nous a conduits là où nous sommes.

Pourtant nous croyons que le terrorisme aveugle comporte un danger important. C'est celui d'écarter la participation consciente de la population à sa propre libération. Et c'est même le seul problème réel qui est posé.

Une large fraction de la population approuve ou ne condamne pas les attentats. Mais cela ne suffit pas pour légitimer une telle stratégie.

La meilleure riposte à la violence quotidienne des patrons et de l'Etat colonialiste raciste, c'est la lutte de ceux qui en sont eux-mêmes les victimes. Les anticolonialistes, ceux qui se réclament des travailleurs, doivent y consacrer leurs efforts.

Il est vain de « condamner la violence » et de tomber dans le prêchi-prêcha moralisateur comme un certain nombre de politiciens de gauche.

Les travailleurs, eux, ont quelque chose à proposer à ceux qui veulent lutter. Mais il faudrait avant tout que les travailleurs se politisent, qu'ils refusent de cantonner leurs luttes à des objectifs étroitement syndicalistes dans lesquels tous les partis de gauche et syndicats sans aucune exception les cantonnent.

Il faut sortir de cet économisme primaire, de ce « syndicalisme » aux limites étroites.

Il y va de l'avenir.

Si la seule classe à se battre sur le plan politique continue à être uniquement la petite bourgeoisie, on peut prédire dès aujourd'hui que la classe ouvrière, les travailleurs, d'une façon générale, auront à s'en repentir dans l'avenir.

Car ni les cris exaltés pour l'amour et la paix de Mme Michaux Chevry, ni les condamnations vertueuses de la violence, ni la répression gouvernementale n'empêcheront le mouvement amorcé par la petite bourgeoisie nationaliste de se développer.

Si les travailleurs eux-mêmes n'ont pas une politique propre, une participation active, et à l'avant-garde de la lutte, ils ne pourront que subir la politique à venir. Et le pouvoir qui en naîtra leur sera étranger et pourra leur être hostile quand cela lui sera nécessaire.

Les militants syndicalistes et ceux des partis de gauche ont encore le choix. C'est aujourd'hui qu'il faut en discuter. Il ne sert strictement à rien de condamner la violence et le terrorisme, si on ne propose aucune politique des travailleurs contre la violence et l'exploitation patronales, si on ne lutte en rien contre une présence coloniale plus massive, plus intégrationniste que jamais.

La situation politique de nos régions peut évoluer vite vers le stade où il ne sera plus possible de se payer de mots. Ceux qui à gauche veulent se réfugier sous le parapluie de l'impérialisme français ou dans la passivité font une grossière erreur qui sera tragique pour l'avenir des luttes des travailleurs. Ceux qui se réclament des travailleurs peuvent discuter de tout cela aujourd'hui encore fraternellement et y compris avec les militants nationalistes.

Il n'est pas dit que cette possibilité durera éternellement.

# NICARAGUA :

## Sous la menace d'une intervention américaine

**Les rayons des supermarchés sont vides, parce que tout le monde fait des réserves de nourriture. Dans les villes, on creuse des tranchées et on construit des abris anti-aériens. Les administrations publiques organisent le déménagement des dossiers importants et, dans la capitale comme dans toutes les villes du pays, des plans d'évacuation rapide de la population sont mis sur pied. Dans les journaux et à la télévision, sont prodigués des conseils pour se servir d'un fusil, se protéger d'une attaque aérienne, tandis qu'une campagne est lancée pour constituer des banques de sang.**

**Il ne s'agit pas d'un scénario qui ferait le pendant du film américain sur le lendemain d'une attaque nucléaire, et qui en décrirait plutôt la veille. Non, tout ceci est en quelques mots la description de ce qui se passe actuellement au Nicaragua. Tandis que le public américain en est à se glacer d'horreur à l'évocation d'une guerre nucléaire, la population du Nicaragua en est à se préparer à riposter à la menace d'une possible guerre déclenchée par les Etats-Unis.**

### UNE MENACE MILITAIRE CROISSANTE

En l'espace de deux ans, le Nicaragua est devenu une place forte cernée de toutes parts par la puissance militaire américaine. Le Honduras en particulier est devenu une véritable terre d'accueil pour la soldatesque américaine forte de 5 000 hommes (l'armée du Honduras ne compte que 12 000 hommes). Au Honduras, on marche encore pieds nus et les routes sont mauvaises ; mais, grâce aux bons soins de Washington, le pays est maintenant doté de pistes bétonnées pour permettre l'atterrissage des avions militaires US, d'une station radar, d'une escouade d'hélicoptères, etc. La seule extension du port de Puerto Castilla pour accueillir les avions militaires a coûté au budget américain la bagatelle de 120 millions de dollars.

Le Salvador, voisin du Nicaragua, bénéficie des mannes américaines pour son équipement militaire. Il tient depuis 1982 le troisième rang mondial (derrière Israël et l'Egypte) des bénéficiaires d'une aide militaire américaine. Le Guatemala reçoit aussi sa part, de même que le Costa-Rica, qui vient de voir débarquer sur son territoire un millier d'ingénieurs militaires américains.

Comme si toutes ces forces ne suffisaient pas, l'armée américaine organise depuis le 18 novembre des manœuvres basées au Honduras qui font suite à de précédentes manœuvres, et... qui seront relayées au printemps prochain par d'autres manœuvres. Le déploiement d'engins auquel ces manœuvres servent de prétexte ressemble en tout point, aux dires d'un général hondurien, à une répétition du débarquement américain à la Grenade...

Pendant ce temps, à l'intérieur du pays, la CIA finance ouvertement l'organisation anti-sandiniste FDN (Front Démocratique du Nicaragua) et vient d'obtenir du Congrès américain une rallonge de 24 millions de dollars pour entraîner, armer et ravitailler les « contras », c'est-à-dire les guérilleros anti-gouvernementaux du Nicaragua.

Tous ces préparatifs guerriers aux portes du Nicaragua ne datent pas d'hier.

Depuis deux ans surtout, le Nicaragua voit se renforcer l'appareil militaire à ses frontières et les pressions multiples exercées à son encontre par Washington.

Mais l'exemple de l'île de Grenade, envahie en un clin d'œil et réduite à merci par l'armée américaine, fait que tous au Nicaragua sont maintenant convaincus qu'après la Grenade, ce pourrait être leur tour.

### ... MALGRE UNE ATTITUDE CONCILIANTE DES DIRIGEANTS SANDINISTES

On ne peut cependant pas reprocher aux dirigeants actuels du Nicaragua d'avoir cherché l'affrontement avec Washington. Après avoir renversé le dictateur Somoza, le régime sandiniste a multiplié les gestes de bonne volonté à l'égard des Américains. Il a proposé aux investisseurs étrangers des termes bien plus favorables que ceux de Somoza. Il a veillé à payer ses dettes aux banques occidentales en temps, ce qu'aucun pays d'Amérique centrale n'est en mesure de faire. Ces derniers temps, il a proposé à Washington de cesser son aide à la guérilla du Salvador, en échange d'un arrêt de l'aide américaine aux guérilleros anti-sandinistes. Proposition qui a été rejetée.

Le gouvernement sandiniste est prêt à entretenir des relations économiques et diplomatiques avec les-Etats-Unis. Ce sont les Etats-Unis qui n'en veulent pas. Ce qui les gêne au Nicaragua, c'est que le régime en place se proclame, et soit effectivement indépendant, sans que les Etats-Unis en aient le contrôle. Bien pire, l'exemple du Nicaragua, en pleine zone d'influence américaine, montre qu'il est possible de renverser une dictature entièrement soumise à l'impérialisme américain.

Plus que le Nicaragua, dont le régime semble fort modéré, c'est la contagion qu'il propage que les Etats-Unis s'appliquent à combattre.

L'impérialisme américain a besoin d'ordre en Amérique centrale pour que ses affaires tournent. Et surtout il a besoin d'ordre dans les pays d'Amérique latine, où la crise économique entraîne un appauvrissement des populations qui risque d'entraîner des tensions sociales. Et les forces américaines massées dans la mer des Caraïbes sont destinées à avertir les milliers d'ouvriers, de paysans et de sans-emploi de ces pays.

Néanmoins, Reagan a bien des raisons de reculer devant une opération militaire directe contre le Nicaragua. D'abord parce que cela risque d'être une guerre longue, difficile. Et aussi une bonne partie de l'opinion américaine a déjà déclaré son hostilité à la politique guerrière déployée en Amérique centrale. Le mouvement de protestation, parti des jeunes, des milieux étudiants et universitaires, s'est étendu au mouvement syndical et, à un an des prochaines élections présidentielles, est repris en compte par les Démocrates. Des considérations purement électorales peuvent donc inciter Reagan à renoncer à une guerre contre le Nicaragua et à continuer sa politique de pressions économiques et militaires contre le régime sandiniste.

Mais cela fait un siècle et demi que les Etats-Unis font alterner interventions militaires, coups d'Etat ou pressions diverses, pour assurer leur main-mise sur l'Amérique latine. Le seul Nicaragua a connu depuis 1853 pas moins de cinq interventions militaires américaines sur son territoire. Il a bien des raisons de craindre une sixième intervention.

*Hélène DURY*

# BOLIVIE :

## Les travailleurs contre le gouvernement de Siles Zuazo

*La manifestation du 21 novembre, à La Paz, contre la politique du président Siles Zuazo, a rassemblé 50 000 personnes.*

Lundi 21 novembre, une grève générale a paralysé la Bolivie. Elle a touché tous les secteurs, et en particulier les mines. Dans les grandes villes, les magasins étaient fermés et les transports arrêtés. Il semble que, dans certains de ces secteurs, une grève illimitée ait été décidée pour obtenir une augmentation de salaire.

En tout cas, c'est ainsi que les travailleurs boliviens ont riposté au plan d'austérité décidé par le gouvernement de Siles Zuazo, qui s'appuie sur une coalition de partis de gauche, dont le Parti Communiste. Ce plan d'austérité prévoyait une forte dévaluation et l'augmentation de certains prix alimentaires. Autant de mesures par lesquelles le gouvernement entendait faire payer à la population laborieuse l'obtention d'un crédit de 350 millions de dollars du FMI.

En réalité, cette grève et cette crise n'éclatent pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Depuis octobre 1982, date à laquelle les militaires ont cédé la place, à la suite d'une grève illimitée lancée par la Centrale Ouvrière Bolivienne, la COB, les crises se sont répétées. La mise en place de ce gouvernement civil de gauche — qui, rappelons-le, avait été le résultat d'élections générales en 1980, mais qu'un coup d'Etat militaire avait évincé immédiatement — permit quelques mois de répit. Mais le premier plan d'austérité, auquel la COB apporta sa caution, n'empêcha pas la situation de s'aggraver. La monnaie a déjà été dévaluée de 354 %. Le niveau de vie a encore diminué. Et les tensions sociales renaissent, tandis que la coalition gouvernementale, qui comprenait au début le Mouvement National Révolutionnaire de Gauche (MNRI) de Siles Zuazo, le Parti Social-Démocrate dit Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) et le Parti Communiste Bolivien, s'effrite puisque en juillet les ministres du MIR ont quitté le gouvernement et que ce dernier n'est en réalité plus majoritaire au Parlement. Siles Zuazo se tourne aujourd'hui vers des partis plus marqués à droite, comme le Parti Indépendant ou la Démocratie Chrétienne. Quant à la COB, qui est une très puissante organisation syndicale, en particulier dans les mines, qui a un long passé de collaboration avec les gouvernements civils et même certains régimes militaires, elle semble chercher à négocier son appui au gouvernement contre l'engagement de celui-ci à rejeter les conditions imposées par le FMI.

Par ailleurs, il semble aussi que le mécontentement populaire soit réel. Après une manifestation de quelques dizaines de milliers de travailleurs début août, ce serait, d'après certains journaux, près de 100 000 personnes qui auraient manifesté le 30 août contre « *la politique de famine du gouvernement* ».

En tout cas, c'est ce mécontentement qui s'exprime massivement dans cette grève générale.

*H.M.*

## DANS LES ENTREPRISES

HÔPITAL

PITIÉ-SALPÉTRIÈRE (Paris)

# Le service Réveil obtient satisfaction après onze jours de grève

**Une infirmière de plus en service de 12 h à 20 h, une aide-soignante supplémentaire en service de garde dès le lundi 21 novembre et une nouvelle infirmière en poste fixe à partir du 1er décembre, tels sont les résultats de onze jours de grève du personnel du service Viars.**

**Le service Viars est un service qui s'occupe du réveil post-opératoire. Y travaillent en trois équipes une quinzaine d'infirmières et une demi-douzaine d'aide-soignantes et agents. Ils ont fait grève pour obtenir du personnel supplémentaire.**

**Vendredi 18 novembre, alors que le service était en grève depuis une semaine, les syndicats CFDT et CGT appelaient l'ensemble du personnel de l'hôpital à un rassemblement devant la direction. Nous étions une centaine. Les délégués syndicaux et une déléguée du service en grève étaient reçus par la direction. Celle-ci accordait en partie satisfaction aux grévistes.**

**Vendredi soir, en réunion, les grévistes décidaient donc de suspendre leur grève. Mais la direction ayant déjà montré qu'elle était capable de revenir sur ses promesses, les grévistes, méfiants, déposaient en même temps un préavis de grève pour le lundi 21 novembre. Ce lundi, le personnel attendu était là !**

**Les infirmières du service Viars restent vigilantes. De plus la grève a suscité des discussions dans d'autres services de l'hôpital qui pourraient ne pas s'arrêter là...**

***Correspondant LO***

NORTON (La Courneuve)

# *Les nouveaux embauchés protestent contre leurs bas salaires*

Chez Norton, quelques-uns des nouveaux embauchés ont fait circuler une pétition parmi leurs camarades (ils sont 120 répartis dans toute l'usine).

Cette pétition qui a recueilli 60 signatures revendique de meilleurs salaires. En effet ces travailleurs embauchés dans le cadre des contrats solidarité, gagnent jusqu'à deux fois moins que ceux dont ils ont pris la place et beaucoup moins de toute façon (2.000 F à 3.000 F) que la plupart des « anciens » de l'usine. Leur salaire se situe autour de 4.000 F nets, alors que le salaire moyen de l'usine avant leur embauche était de 7.000 F.

Lundi 21 novembre, après s'être réunis à une trentaine pour faire le point des signatures obtenues, ils décidaient de débrayer une heure le lendemain, mardi 22, et d'aller porter la pétition à la direction.

Ils étaient une cinquantaine à ce débrayage malgré les pressions de la maîtrise qui avait tenté de les dissuader. Ils se sont rassemblés devant le bureau du directeur tandis qu'une délégation était reçue dans le bureau.

Il ne leur a pas fallu bien longtemps pour connaître la réponse de la direction qui voulait à peu près dire : « *Si vous n'êtes pas contents allez voir ailleurs ; il y en a 2 millions qui attendent pour travailler* ».

La pétition et le débrayage d'une heure avaient pour but de faire savoir à la direction qu'il ne fallait pas compter sur leur totale docilité. De ce point de vue, la preuve est faite !

*Correspondant LO*

## Y a pas de miracle

Aux ERTT, l'administration est en train de mettre en place son plan de décentralisation et nous met devant le fait accompli. Déjà, depuis une semaine, on ne nous signale plus les dérangements et il ne nous reste pratiquement plus d'amplis à poser.

En fait, ce que veut l'administration en nous déplaçant, c'est rentabiliser au maximum le personnel. Mais pour nous, le seul résultat qu'il y aurait serait une aggravation de notre charge de travail, et la suppression d'une prime.

Quant à régler le problème des effectifs en déplaçant le personnel, c'est une plaisanterie. Car il y a bien plus de travail que le personnel ne peut en fournir.

Mexandeau peut tirer la couverture dans un sens ou dans l'autre, elle reste trop courte.

*Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *TELECOM - Aubervilliers.*

## Il faudra bien qu'on s'y mette

**Depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois, un certain nombre d'entre nous se posent des questions : où allons-nous, combien de temps cette situation va-t-elle durer ?**

**Presque tous les ateliers du département sont passés en normale. Et cela ne concerne pas seulement le 14. Les fonderies vont être arrêtées, à la RMO il y a des journées chômées. Un peu partout l'activité baisse, et la peinture va bon train.**

**Sur ces questions, les responsables de service sont muets comme des carpes, pour une fois qu'il ne serait pas inutile qu'ils l'ouvrent !**

**Cette situation, contrairement à ce que certains disent, n'est pas « voulue ». Le patron fait produire moins, parce qu'il vend moins ; c'est vrai chez Renault comme dans la plupart des entreprises du pays.**

**Il n'y a pas de remède miracle, rien ne sert de se voiler la face. Tôt ou tard c'est au patron lui-même qu'il faudra s'en prendre, à ses profits, sinon c'est nous qui trinquerons.**

***Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *Renault-Billancourt - Dpt 14.***

CRAMIF (Paris 19e)

# *A la CGT : Silence dans les rangs !*

A la Caisse régionale d'assurance maladie d'Ile-de-France la direction du syndicat CGT-Employés a décidé d'enlever leurs responsabilités à quatre camarades connus pour défendre les idées de Lutte Ouvrière.

Pourquoi les dirigeants CGT-Employés ont-ils décidé de retirer les mandats syndicaux de ces quatre militants et de ne pas représenter deux d'entre eux aux prochaines élections au Comité d'Hygiène et de Sécurité ?

Parce qu'ils ont récemment fait grève avec plus de deux cents employés contre la diminution de la retraite complémentaire, alors que la CGT n'appelait qu'à débrayer une demi-journée et s'opposait à toute poursuite du mouvement ; parce qu'ils ont fait circuler une pétition parmi le personnel au moment du blocage des salaires et à l'annonce du deuxième plan de rigueur.

Si on devait écarter tous ceux qui protestent contre ces mesures il ne resterait pas grand monde au syndicat. Mais ce que les dirigeants syndicaux ne peuvent supporter c'est que les militants qu'ils écartent ont fait connaître leur position publiquement, qu'ils ont dénoncé ouvertement la politique antiouvrière du gouvernement, ce qui, traduit par la bouche d'un responsable CGT, donne « *ne pas comprendre que la situation politique n'est plus la même depuis mai 1981* ».

Cette décision n'est pas passée sans réaction parmi les syndiqués, puisque 34 d'entre eux, un tiers des adhérents du siège, surtout ceux qui travaillent dans les mêmes secteurs que les camarades, ont signé une pétition demandant l'annulation de la décision. Treize d'entre eux se sont déplacés au local syndical pour demander des comptes.

Là, ils ont eu la surprise de s'entendre dire par une responsable CGT-Cadre que « *cela allait beaucoup mieux pour les salariés depuis deux ans* », ce qui a provoqué un tollé !

Alors que les syndiqués discutaient de la nécessité d'une riposte d'ensemble des salariés, un dirigeant a répondu narquoisement : « *Ah oui, le syndicalisme à la pépère !* » (traduisez les luttes de nos grands-pères)...

Sur leur décision les responsables du syndicat ont été clairs : on ne demande pas l'avis des syndiqués, c'est la direction de la CGT qui décide.

A la suite de cette vive discussion les adhérents présents ont décidé de rendre la chose publique en diffusant un tract au personnel mardi 22 novembre : « *Ce n'est pas parce qu'un gouvernement est de gauche que le blocage des salaires est bon, que les impôts sont meilleurs, que la remise en cause de nos acquis passe mieux.* (...) *On essaie de nous faire croire que la politique du gouvernement va dans le bon sens.* (...) *Par quel tour de passe-passe une addition de mesures négatives donne-t-elle un total globalement positif ?* (...)

*Ils ont même décidé de ne pas représenter deux camarades aux élections du CHS alors qu'ils y interviennent depuis des années. En quoi leurs opinions sur le gouvernement peuvent-elles être dangereuses dans des questions d'hygiène et de sécurité ? Serait-ce que dans ce domaine on va nous imposer des mesures tellement critiquables que cela pose un problème que nos camarades y soient ? Va-t-on vers des économies sur le matériel et les machines ?* (...)

*Les responsables de la CGT ne peuvent supporter que l'on exprime publiquement ses désaccords avec la politique actuelle. Pourtant ils savent bien que cette opinion est celle de la plupart des employés et des syndiqués... Pour soutenir le gouvernement ils préfèrent faire du mal au syndicat en diminuant le nombre de ses militants, quitte à ce que le syndicat y perde.* (...)

*Mais c'est un calcul dérisoire car, en ce qui nous concerne, cela ne nous empêche pas de continuer à dénoncer les attaques contre les salariés et cela n'empêchera pas les employés de la CRAMIF lorsqu'ils voudront se défendre, de montrer au gouvernement qu'ils ne sont pas d'accord, et alors ce sera aux dirigeants du syndicat de choisir de quel côté ils sont* ».

*Correspondant LO*

# DANS LES ENTREPRISES

## PEUGEOT-TALBOT (Poissy)

# Un « plan social » pour les licenciés, identique au précédent : 2 900 licenciements

**Lundi 21 novembre, à la réunion du Comité central d'entreprise, le groupe Automobiles Peugeot a annoncé un « plan social d'accompagnement » et d'autres mesures dont le but est d'obtenir l'autorisation gouvernementale de licencier 2 905 travailleurs de l'usine Talbot de Poissy.**

**Son premier plan de réductions d'effectifs avait en effet partiellement été repoussé par l'administration, le 12 octobre dernier. On lui reprochait de ne comporter *« ni dispositions de reclassement, ni propositions satisfaisantes dans le domaine de la formation ou de la durée du travail »*. Les pouvoirs publics demandaient *« un véritable traitement social des mutations en cours »*.**

**En fait, le plan actuel est sur le fond identique au précédent. Le départ de 1 235 travailleurs en pré-retraite, dans le cadre du Fonds national pour l'emploi, ayant déjà été autorisé, restent en question 2 905 licenciements (1 700 OS et 1 205 ouvriers qualifiés).**

**Pour eux, Peugeot va ouvrir dans la ville de Poissy, et non à l'usine, un « bureau d'aide à l'orientation et au reclassement » où travailleront 5 personnes. Leur mission consistera à recenser les emplois disponibles dans la région.**

**Le bureau préviendra les travailleurs licenciés intéressés par telle ou telle offre et étudiera, en liaison avec l'ANPE et l'AFPA, les formations devant permettre la reconversion des licenciés. En somme, tout le plan social consiste à prêter cinq employés pour aider l'ANPE à étudier les dossiers des 2 905 licenciés !**

**A part FO, les syndicats CGT, CFDT et même CSL, disent refuser les licenciements. La CGT dénonce la *« mise à mort de la marque »*.**

**Pour exiger l'annulation des licenciements et pour *« assurer le devenir de Talbot »*, la CGT appelle à deux heures de grève par équipe ce jeudi et mobilise ses « Cercles pour l'avenir de Talbot ». Certes, *L'Humanité* affirme : *« On ne voit pas dans la nouvelle demande formulée par Peugeot ce qui pourrait conduire le gouvernement à modifier son point de vue exprimé le 11 octobre, à savoir le rejet des licenciements »*.**

**Mais le 11 octobre, malgré les cris de victoire des syndicats, le gouvernement n'avait pas rejeté l'idée des licenciements.**

**Aujourd'hui, Peugeot-Talbot a relancé la balle dans le camp du gouvernement.**

***Vincent GELAS***

## ROSIÈRES (St-Florent-sur-Cher)

# *Un magasin brûle : les mesures de sécurité ne fonctionnaient pas !*

Vendredi 18 novembre, vers 3 heures du matin, le feu s'est déclaré dans un magasin. En peu de temps les magasins d'expédition et de pièces détachées étaient anéantis. D'après la direction il y aurait pour plus de cent millions de francs de dégâts.

Pour l'instant les causes exactes de l'incendie ne sont pas connues, il pourrait s'agir du chauffage au gaz.

Mais cet incendie a montré que les mesures de sécurité contre le feu n'existaient pas dans l'usine bien que tout soit sans doute prévu. Les bouches d'incendie ne fonctionnaient pas et les pompiers ont dû aller se brancher à plus de 500 mètres. Le moteur de la pompe à eau qui est en permanence à l'usine ne s'est pas mis en marche. La construction même du magasin a favorisé sa destruction. Il était fait d'un seul tenant et les séparations étaient en planches.

La question que nous nous posions après l'incendie était celle de notre emploi. Il n'y avait plus de pièces pour alimenter les chaînes de montage des cuisinières. Le vendredi soir la direction annonçait deux jours de chômage technique pour un tiers d'entre nous et le mardi elle annonçait quinze jours de chômage technique dont huit pour toute l'entreprise.

Normalement nous serons indemnisés intégralement. La direction a une assurance qui prend en charge les salaires pendant la durée du chômage technique.

*Correspondant LO*

## RENAULT-BELGIQUE

# *La Régie Renault licencie un délégué syndical*

Une quarantaine d'ouvriers de Renault-Belgique à Vilvorde font la grève de la faim par roulement deux jours chacun. Ils entendent ainsi protester contre le licenciement — intervenu à la fin de l'année dernière — d'un délégué syndical de la FGTB, Fred Comminne.

Celui-ci se bat depuis près d'un an pour sa réintégration et avait fait la grève de la faim durant dix-sept jours. Ses camarades viennent de prendre le relais.

Le motif du licenciement ? Sur la dernière voiture fabriquée en 1982 la direction avait fait accrocher une pancarte « *Félicitations. 1982 : 182 206 voitures. Nous l'avons fait. La direction* ».

Fred Comminne voulut remplacer « *la direction* » par « *les travailleurs* », ce qui n'était rien d'autre que la stricte description de la réalité.

Une bousculade s'ensuivit avec un responsable de l'usine, constituant le motif du licenciement.

Un licenciement en guise d'étrennes, Renault-Belgique n'a pas fait de cadeaux. Espérons que les travailleurs belges ne lui en feront pas non plus.

## BNP-BARBÈS (Paris 18e)

# Promesses oubliées

**Lors de son voyage dans le Nord de la France, au mois d'avril 1983, Mitterrand avait promis 1 200 emplois nouveaux dans la région Nord-Pas-de-Calais, d'ici à 1987.**

**A la BNP Barbès (Paris 18e), nous avions appris, par des encarts publicitaires dans les journaux, que la BNP était partie prenante dans ces créations d'emplois. Elle annonçait qu'elle décentraliserait d'ici deux ans ses opérations avec l'étranger dans la région de Lille. Cela devait se faire par appel au volontariat parmi l'encadrement de son Centre opérations avec l'étranger pour 100 postes et l'embauche de 250 personnes sur place.**

**Depuis, la BNP a donné des précisions sur cette décentralisation. Elle va faire appel le plus largement possible au volontariat et elle espère trouver 350 volontaires. Si elle n'y parvient pas, elle embauchera sur place le personnel manquant. Disparues les 250 promesses d'embauche !**

**La BNP cherchait à se faire un peu de publicité lors du voyage présidentiel. Les mois passant, les promesses ont été oubliées.**

***Correspondant LO***

# ECHOS DES ENTREPRISES

## *Le bénéfice volatilisé en 15 jours*

**Dans une note d'information à l'intention du personnel, la direction du Carbone-Lorraine annonce qu'il n'y aura pas d'acompte sur l'intéressement. Explication : *« Il est très difficile, compte tenu des incertitudes, de prévoir le résultat de fin d'année »*. Ce résultat, nous dit-on, *« sera proche de l'équilibre »*.**

**La note est datée du 9 novembre. Or un communiqué du Carbone, paru fin octobre dans la presse financière, à l'intention des actionnaires, fait état d'un *« résultat net positif tant pour la société française que pour le groupe Carbone-Lorraine »*.**

**Les patrons auraient mangé le bénéfice en quinze jours ? C'est dangereux des gens pareils...**

Extrait du bulletin **Lutte Ouvrière Carbone-Lorraine Gennevilliers.**

## *La cigale et la fourmi complices*

Le groupe Creusot-Loire affirmait, il y a quelques semaines, qu'il était au bord de l'asphyxie financière.

Un P-DG siffle, le gouvernement accourt et propose ses milliards, exactement 2,7 et à des taux d'intérêt pratiquement nuls.

Moyennant quoi, le P-DG remballerait ses projets de suppressions de milliers d'emplois. Pour combien de temps ?

Le temps de dépenser cette somme en spéculation sur les monnaies, en placements en Suisse ou en prêts à l'Etat au taux du marché, bien sûr...

*Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *Mines de Carmaux.*

## *Par ici la bonne soupe*

Le ministre des Affaires sociales Bérégovoy a annoncé que des expériences d'informatique appliquée à la médecine allaient être lancées avec un financement de 25 millions pour 1984. Intertechnique et Bull en seront les heureux bénéficiaires.

On ne sait pas encore si cela apportera vraiment quelque chose de nouveau aux malades, mais pour les actionnaires d'Intertechnique, c'est un vrai cordial !

*Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *Intertechnique - Plaisir.*

## *Les insatiables*

**A l'occasion du salon des composants électroniques, on en a appris de belles. Thomson a les dents longues. Elle entend bien, en 1990, contrôler 3 % du marché mondial des « puces » contre 1 % actuellement.**

**Mais pas question d'investir en sortant de l'argent de sa poche. Ainsi, cette année, les trusts de l'électronique — Thomson bien placé — ont reçu un milliard d'aides de l'Etat — et donc de nous les contribuables — mais cela ne leur suffit pas. Ils en redemandent encore, au moins entre 200 et 400 millions de francs.**

**La Thomson empoche les millions que l'Etat prend dans nos poches. Mais cela ne l'empêche pas d'annoncer cinq mille suppressions d'emplois.**

Extrait du bulletin **Lutte Ouvrière** Thomson CSF Levallois.

DANS LES ENTREPRISES

# 5,5 % de diminution du revenu promis pour les travailleurs de la sidérurgie licenciés après 50 ans !

**Un travailleur de Creusot-Loire Saint-Etienne, licencié dans le cadre de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie, à 53 ans, nous a raconté ce qui s'était passé pour les travailleurs licenciés, comme lui, à plus de 50 ans.**

*«En quoi consiste cette convention ?*

— Elle a été signée en 1979, à la suite des licenciements massifs dans la sidérurgie du Nord et de l'Est, et des luttes qui ont eu lieu à ce moment. Le gouvernement avait lâché du lest et proposé une convention qui garantissait un revenu équivalent environ à 70 % du salaire antérieur, pour les licenciés de plus de 50 ans. Des points gratuits de retraite étaient également accordés jusqu'à 60 ans.

*— Le gouvernement a cherché à revenir ensuite sur ce que les travailleurs avaient acquis par la lutte ?*

— C'est exact. Le gouvernement de gauche a commencé à rogner, en prélevant 2 % sur la partie Assedic de notre salaire en prenant prétexte du déficit de la Sécurité sociale. Et dernièrement Bérégovoy a fait à nouveau approuver en juillet un prélèvement de 5,5 % sur notre salaire, toujours pour éponger le déficit de la Sécurité sociale. La décision est rétroactive et prend effet à partir d'avril 1983, le remboursement s'effectuant sur 4 mois à partir du mois d'octobre.

*— Combien cette décision gouvernementale te fait-elle perdre par mois ?*

— Environ 300 F par mois, pour un salaire de 6.000 F environ.

*— Que s'est-il passé à la manifestation organisée par la CGT mercredi 17 novembre pour protester contre ces mesures ?*

— Il y avait des milliers de travailleurs, venus surtout de l'Est et du Nord de la France. Nombreux étaient ceux qui se disaient totalement écœurés qu'un gouvernement qui se dit de gauche puisse prendre de telles mesures antiouvrières. Une délégation a été reçue rue de Madrid au GESIM, l'organisme qui gère les fonds de la CGPS. Bien des travailleurs ont été surpris de constater le dispositif policier imposant qui avait été mis en place pour faire face à ces ouvriers à cheveux blancs.

La délégation a obtenu la promesse que la question serait étudiée... »

*Correspondant LO*

CEPEM-Orléans

## *Le chômage partiel continue et s'aggrave*

**Depuis le 1er septembre, l'ensemble des ateliers de production était en chômage technique tous les vendredis. Nous faisions 31 heures par semaine, au lieu de 38 et demie avant. Jeudi 17 novembre, la direction a annoncé que désormais nous ne ferons plus que 28 heures : 4 fois 7 heures.**

**Jusqu'ici, le chômage technique avait été assez bien pris par la majorité des travailleurs. Cela faisait un week-end prolongé, pour une perte de salaire limitée. En effet, en plus de l'indemnité de chômage technique légale, il y avait un complément versé par la direction pour maintenir le salaire des jours chômés à 90 %.**

**Pour verser ce complément, la direction avait annoncé dès le début qu'elle puiserait dans une « cagnotte », baptisée fonds de solidarité, qu'elle avait constituée en « mettant de côté » 500.000 F. Cela lui permet de dire aujourd'hui que cette « cagnotte » va être bientôt vide, et qu'elle ne pourra pas y remettre de l'argent. Donc le chômage technique risque, d'ici la fin décembre, d'être moins indemnisé.**

**Depuis septembre, pour une ouvrière gagnant normalement un salaire net de 3.900 F, la perte de salaire était d'environ 75 F par mois. Avec les dernières mesures annoncées et la suppression du fonds de solidarité, la perte de salaire serait de 150 F.**

**Pour les travailleurs, cela commence à être inquiétant, surtout parce qu'ils se demandent jusqu'où cela va aller. La direction annonce des mesures qui, sans être brutales, lui permettent de faire à chaque fois un peu plus d'économies sur le dos des travailleurs. Elle met en application, depuis plusieurs mois, son plan pour faire payer la crise aux travailleurs. Et il est de plus en plus urgent que les travailleurs se donnent, eux, un plan pour se défendre face aux attaques de la direction.**

***Correspondant LO***

CHAUSSON-Gennevilliers

## *Trois responsables CGT menacés de licenciement*

**Trois délégués CGT de l'atelier Mécanique de l'usine H (Chenard), parmi les responsables du syndicat, sont actuellement menacés de licenciement.**

**Le début de l'affaire remonte à dix-huit mois. Un travailleur, faussement accusé de sabotage, était licencié. Une délégation comprenant de nombreux militants de la CGT se rendait alors chez le chef du personnel dans l'après-midi, pour n'en ressortir que sous la contrainte de la police, appelée par la direction vers les 20 heures.**

**Cette dernière, d'ailleurs, sauta sur l'occasion pour sanctionner les trois délégués et demander leur licenciement. Le Comité d'établissement s'étant prononcé contre, l'inspecteur du travail également, la direction avait porté l'affaire devant le ministère du Travail. Celui-ci, en ne répondant pas, se contentait de laisser les choses en suspens.**

**Les mois passant par là-dessus, tout semblait oublié. Or, il y a quelque temps, on apprenait que la direction avait introduit un recours devant le tribunal administratif qui, mercredi dernier, donna son verdict : d'après lui, la direction Chausson, en demandant ces licenciements, est dans son bon droit. Cela casse donc les décisions de l'inspection du travail et du ministère, et la direction a donc les mains libres !**

**Jeudi 17 novembre, la CGT, soutenue par la CFDT de l'usine, appela à un débrayage qui réunit 200 personnes, devant la salle où se tenait le Comité d'établissement. Jusqu'à présent, la direction s'est contentée d'annoncer qu'elle examinait le dossier du tribunal pour prendre une décision définitive.**

**Les travailleurs de l'usine sont-ils prêts à faire plus pour empêcher la direction d'aller jusqu'au licenciement ? C'est pour le moment difficile à dire car bon nombre d'entre eux reprochent aux délégués menacés leur politique dans l'entreprise ces derniers mois, notamment leur attitude dans la grève de janvier dernier pour les salaires.**

**Toujours est-il que la direction veut faire de cette affaire un test qui, s'il était en sa faveur, l'encouragerait sans doute à aller plus loin et à serrer la vis un peu plus, pour inciter les ouvriers de fabrication à produire docilement.**

**Il n'y a pas eu de licenciement de responsables syndicaux chez Chausson depuis des années. Et ce n'est l'intérêt de personne, syndicats et ouvriers, de laisser passer ce coup.**

***Correspondant LO***

Cie d'assurances LA FRANCE

## Licenciement pour maladie

La Compagnie La France vient de licencier une jeune femme, sous prétexte qu'elle avait trop d'arrêts maladie.

La direction a voulu faire vite ; elle n'a même pas respecté la procédure normale de licenciement. Elle s'est assise sur la convention collective, se basant sur une jurisprudence qui permettrait le licenciement en cas « d'absences itératives qui perturbent la bonne marche du service » (itératives, c'est-à-dire fréquentes).

Lorsque les syndicats donnèrent cette information par tract, ce fut l'émotion dans le personnel, d'autant plus que cette femme venait de perdre, quelques mois plus tôt, un enfant dans un accident. Et on entendait des employés dire que « *la direction n'a aucune pitié* ». D'autres remarquaient que la direction n'avait pas la même attitude lorsqu'il s'agit de verser des jetons de présence (correspondant à une année de salaire d'un employé) à des administrateurs qui ne viennent que deux fois par an, ou de payer pendant six mois des directeurs à rester chez eux en attendant le versement de leur retraite, d'employer encore un ancien directeur septuagénaire, en retraite depuis longtemps, sans compter certains cadres (que tout le monde connaît) payés à se tourner les pouces...

De leur côté, tous les syndicats de l'entreprise, y compris la CGC, appelèrent à un débrayage pour le jeudi 17 novembre.

La direction publiait le matin même une circulaire à tout le personnel, essayant de justifier sa position, en insinuant que les certificats médicaux d'arrêts de travail de la licenciée n'étaient pas justifiés.

D'autre part, elle donnait comme consigne à son encadrement de faire pression sur les employés pour qu'ils ne débrayent pas.

Malgré cela, 250 personnes (sur 950 à l'effectif) se rassemblèrent dans le hall pour écouter les interventions des syndicats, puis pour manifester devant la Compagnie et dans les locaux, aux cris de : « *Soleilhavoup* (le directeur général) *dehors ! Liliane dedans !* ». « *Non, non, non au licenciement* ».

Mais ce débrayage n'a pas suffi à faire reculer la direction qui maintient le licenciement.

*Correspondant LO*

# LIVRES

## « *L'écume de la Terre* »

de Claude Allegre

● Claude Allègre est directeur de l'Institut de Physique du globe de Paris, professeur à l'Université de Paris VII ainsi qu'au Massachusetts Institute of Technology.

*L'écume de la Terre* est un livre de vulgarisation en géologie qui expose dans ses grandes lignes la théorie communément admise aujourd'hui de la *« tectonique des plaques »*, et qui fait le point sur les hypothèses et les recherches actuelles — en particulier celles de Claude Allègre et de son équipe. Sans être ardu, l'ouvrage demande au lecteur un minimum de connaissances en matière de géologie, celles que l'on acquiert à l'école ou au lycée.

La théorie de la *« tectonique des plaques »* qui reprend en l'enrichissant celle de la *« dérive des continents »* de Wegener, date de 1961 environ. Depuis, plusieurs ouvrages de vulgarisation et de nombreux articles de journaux sont parus sur la question. A cet égard le livre de Claude Allègre n'est pas le plus accessible. Il est le plus actuel et il montre bien dans quelles directions les géologues travaillent aujourd'hui.

Un des aspects sur lequel insiste l'auteur c'est celui du mécanisme de la découverte scientifique dans le domaine de la géologie, et surtout sur la façon dont les découvertes sont admises, ou refusées, par la communauté scientifique.

La théorie actuelle a connu une vive hostilité de la plupart des spécialistes. Une première fois en 1912 lorsque la *« dérive des continents »* de Wegener a été rejetée sans raisons réellement valables. Et depuis les années 1960 lorsque la *« tectonique des plaques »* a été farouchement combattue avant d'être maintenant quasi universellement admise.

Il est bien entendu normal que les scientifiques soumettent toute théorie nouvelle au crible de la critique. Mais Claude Allègre remarque, et il n'est pas le seul à le faire, que dans le refus de ces nouvelles théories géologiques n'ont pas pesé que des considérations scientifiques. Le fort conservatisme qui imprégnait — et sans doute imprègne encore — la communauté scientifique a fait entre autres que durant un demi-siècle (de 1912 à 1961 en gros) les divers spécialistes des sciences de la Terre se sont cantonnés, « enfoncés » dans leur spécialité, en se bouchant les yeux et les oreilles sur ce qui se faisait ailleurs, dans les spécialités voisines.

Les théories récentes ont bousculé cette spécialisation aveugle qui aboutit à l'étroitesse d'esprit. Aujourd'hui il est admis que l'on ne peut concevoir la planète que comme un tout qu'il faut chercher à comprendre dans son ensemble.

D'autres raisons moins avouables ont également pesé qui ont nom mandarinat, corporatisme ridicule qui contribua à faire rejeter Wegener parce qu'il n'était pas géologue, mais météorologue...

Bref la géologie a perdu quelques dizaines d'années à ne pas chercher dans la bonne direction parce que quelques-uns de ses « pontes » n'avaient pas su voir, et surtout pas voulu voir, quelles découvertes étaient fécondes, même si elles ne leur étaient pas dues...

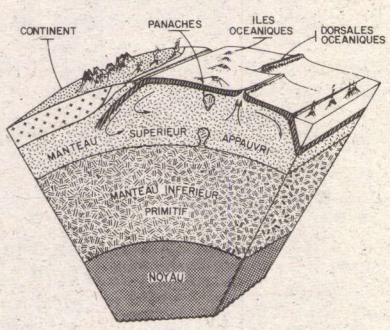
Toutefois le comportement de la communauté scientifique que décrit Allègre n'est pas seulement un comportement « humain », c'est aussi et avant tout un comportement social. Les spécialistes vivent dans la société et en reflètent bien des travers. Allègre avoue ingénuement qu'*« après tout, prix, lauriers, promotions matérielles, mais plus encore reconnaissances de paternité, jouent un rôle fondamental dans la recherche »*. C'est un fait, mais un fait lié à la société dans laquelle nous vivons, et dans une autre société, dans une société socialiste, on peut espérer que *« prix, lauriers, promotions matérielles et reconnaissances de paternité »*, toutes ces mesquineries, disparaîtront comme motivation pour ne laisser place qu'à la recherche et à la soif de comprendre.

*André VICTOR*

L'écume de la Terre *de Claude Allègre. Ed. Fayard. 350 pages. 120 F.*

*Photographie prise par un satellite du sud de la mer Rouge : la séparation de la plaque de l'Arabie d'avec la corne de l'Afrique est nettement visible.*

### *La tectonique des plaques*




*Coupe de la Terre jusqu'au noyau qui montre les relations entre l'écorce terrestre et les plaques, avec la manteau.*

*Cette théorie est voisine de la « dérive des continents ». Mais, selon elle, cette fois ce ne sont pas les continents qui « dérivent » mais des « plaques » de l'écorce terrestre comprenant aussi le fond des océans. Ainsi l'Inde, l'Australie et la majeure partie du fond de l'océan Indien constituent une seule et même plaque. Il y a une quinzaine de plaques en tout dont sept principales.*

*Ces plaques naissent, se déplacent et disparaissent en quelques dizaines ou centaines de millions d'années. Elles se forment dans des zones de fractures de l'écorce terrestre, océaniques ou continentales, où la matière située sous l'écorce (dans ce qu'on appelle le manteau) monte lentement à la vitesse d'un centimètre ou de quelques centimètres par an. De part et d'autre, la matière qui apparaît ainsi à la surface s'écarte de la fracture, constitue une plaque qui s'éloigne lentement de la zone où elle apparaît. Les plaques voyagent et au bout de quelques centaines ou de quelques milliers de kilomètres, elles plongent sous d'autres plaques, dans le manteau, où elles se perdent.*

*Mais les continents constitués de matériaux plus légers flottent, comme des radeaux sur la mer, et ne sont pas engloutis. Les plaques les plus anciennes ont 200 millions d'années, les continents peuvent avoir quatre milliards et demi d'années.*

*Le mouvement des plaques proviendrait de mouvements de matière dans le manteau, où les matériaux les plus chauds ont tendance à monter, et les plus froids à descendre. Bien que solides, ces matériaux sont doués d'une certaine plasticité.*

*La tectonique des plaques constitue une explication globale de la géologie de la terre qui permet d'expliquer dans leurs grandes lignes tous les phénomènes (genèse des chaînes de montagne, grandes fosses marines, volcanisme, séisme, etc.) qu'avait décrits et analysés la géologie classique, sans parvenir à les expliquer vraiment.*

*La violente amour* est le cinquième volume des aventures de Pierre de Soriac, tour à tour médecin, homme de guerre et agent secret au service des rois de France, Henri III et Henri IV. Ce tome commence à l'assassinat du Duc de Guise, chef de la Ligue catholique, exécuté sur l'ordre de Henri III, car la Ligue et son chef prenaient à ses yeux trop d'importance, sous couvert de lutte contre les protestants, les Huguenots.

C'est cette période de la guerre de religion que Robert Merle raconte avec les yeux de son héros, toujours là pour notre gouverne aux moments décisifs : l'assassinat du roi Henri III, tué par un moine fanatique, l'avènement du roi huguenot Henri IV et le siège qu'il fit de Paris, alors aux mains de la Ligue, et enfin la conversion d'Henri IV au catholicisme et son entrée triomphale dans Paris.

Ce livre vaut aussi, outre son attrait de roman de cape et d'épée, par son intérêt historique, son tableau des mœurs du XVI[e] siècle, tout comme les précédents volumes. La peinture est joyeuse quand Merle raconte les démêlés amoureux du héros, ou tout simplement la vie de tous les jours des petites gens de Paris ou des grands du royaume. Elle est parfois sombre quand il fait revivre la famine et la misère du peuple de Paris sous le siège d'Henri IV, ou le climat d'intolérance et de guerre qui régnait dans tout le pays.

L'emploi d'un langage très imagé, avec des mots et des tournures maintenant inusités ajoute encore au côté « couleur d'époque ».

Et entre les occis de toutes religions et les « poutounes » que se donnent les différents personnages, on n'a pas le temps de s'ennuyer.

*Bertrand GORDES*

La violente amour *de Robert Merle. Ed. Plon. 464 pages. 85 F.*

# THEATRE

## « *Cyrano de Bergerac* » d'Edmond Rostand au Théâtre Mogador

**Ce Cyrano-là est une réussite. Jérôme Savary, le metteur en scène, a eu du nez. Montée d'une façon classique, la pièce aujourd'hui centenaire d'Edmond Rostand se voit toujours avec un égal succès.**

**Le gentilhomme gascon, pauvre et fier, bravache et poète, serait sans doute invivable dans la vie quotidienne par ses outrances et son individualisme forcené, mais au théâtre cela passe à merveille.**

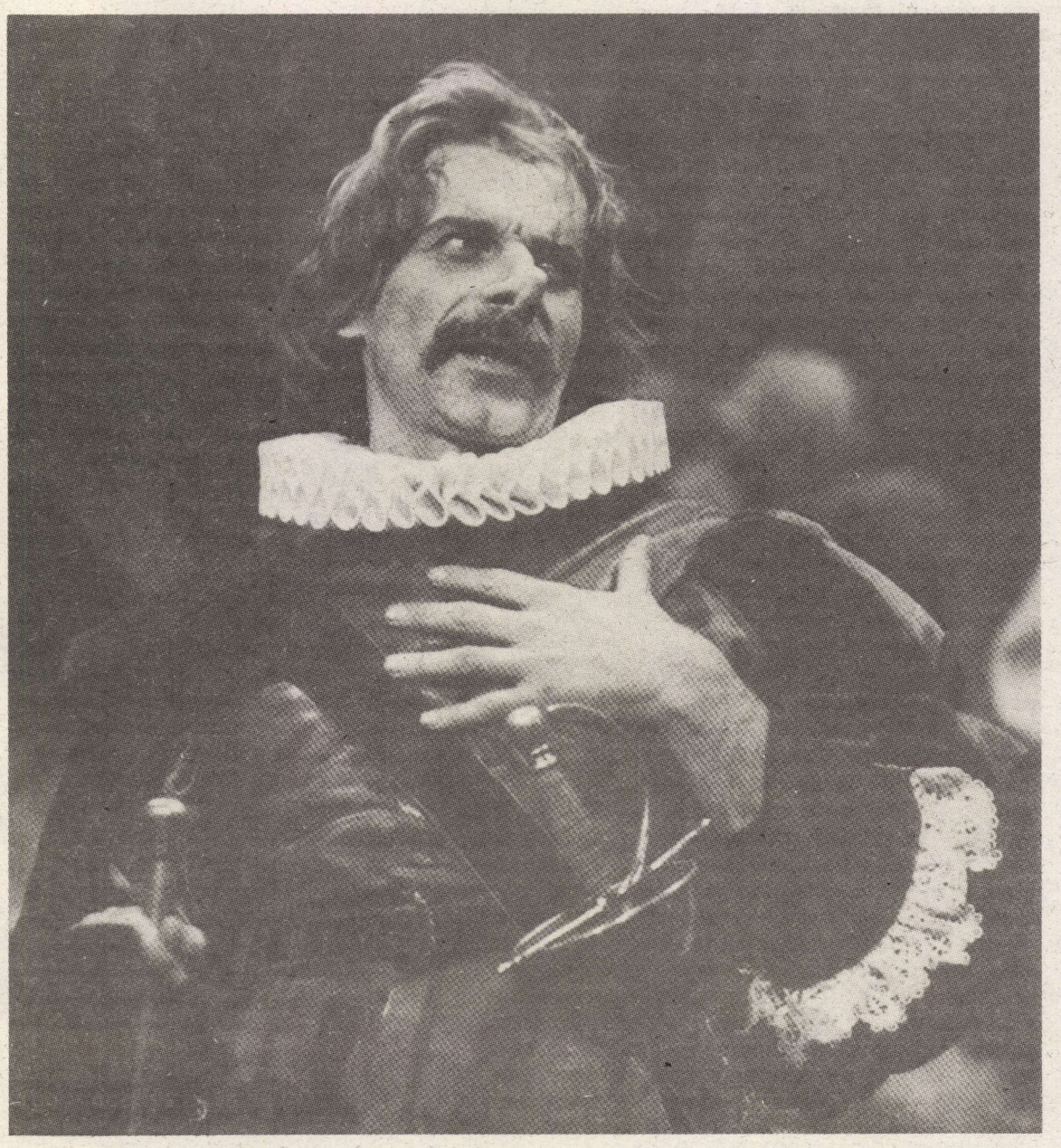
**Et tout, le jeu des acteurs, la mise en scène ou le décor, contribue à faire une réussite de cette pièce dont on connaît souvent certaines grandes tirades.**

**Les acteurs sont excellents, et en particulier Jacques Weber, qui interprète le rôle de Cyrano et sur qui repose toute la pièce. La mise en scène est enlevée : ça bouge sur la scène, les acteurs sont nombreux, même les plus petits rôles ont une présence ; tout est soigné, des détails contribuent à accentuer le comique et la vivacité du spectacle. Quant au décor, il est très beau, de même que les costumes.**

**Bref, un spectacle réussi, et qui vaut le déplacement.**

***Marianne LAMIRAL***

**Prix des places: de 60 F à 160 F (à noter que si, dans les places à 70 F, on voit très bien, on n'entend pas toujours très clairement toutes les répliques, et les meilleures places sont chères : 120 F ou 160 F).**



## Communiqué

*Sara Alexander, la chanteuse israélienne et Imad Faleh, le chanteur palestinien donnent ensemble un récital à La Tanière. 45 bis, rue de la Glacière le samedi 26 novembre.*

## Sélection TV

### Samedi 26 novembre

**21 h 25. TF1. Droit de réponse.** Le président de l'EDF Marcel Boiteux est opposé à François de Closets, à un membre de l'Union Fédérale des Consommateurs, à divers journalistes. Espérons qu'il y aura de l'électricité dans l'air, qu'on discutera du nucléaire, du « tout électrique », de l'endettement de l'EDF.

**22 h 15. FR3. Confrontations.** L'invité du jour est le mathématicien Laurent Schwartz connu pour ses prises de position politiques. Il participa entre autres à la campagne de libération du dissident soviétique Léonide Pliouchtch.

### Dimanche 27 novembre

**18 h 05. A2. Dimanche Magazine.** Un reportage sur le Guatemala, une des plus féroces dictatures d'Amérique centrale, soutenue par les Etats-Unis.

**19 h. TF1. Sept sur Sept.** L'invité de la semaine n'a pas été annoncé.

**20 h 35. TF1.** Film : **Tendre poulet.** Une comédie à gags chez les flics avec Annie Girardot et Philippe Noiret.

**22 h 30. A2. Concert Magazine.** Avec divers extraits de Wagner, chantés par Jessye Norman.

**22 h 30. FR3. Cinéma de minuit : M. le Maudit,** le dernier film de Fritz Lang tourné en Allemagne, en 1931. L'un des classiques du cinéma, où l'on voit la pègre et la police s'allier pour combattre un tueur d'enfants dans une société en pleine décadence.

### Lundi 28 novembre

**13 h 50. A2. Aujourd'hui la vie.** Un reportage sur les « sans domicile fixe » de Paris. Ils sont six mille dans Paris et de plus en plus nombreux : une des conséquences de la crise.

**20 h 35. TF1.** Dans la série **L'avenir du futur** le débat portera sur un sujet de plus en plus actuel : « survivre à la bombe ». Précédé d'un film de Sidney Lumet avec Henry Fonda : **Point limite.** Des bombardiers nucléaires américains volent vers l'URSS, ils ont dépassé le « point limite » au-delà duquel on ne peut plus les rappeler...

**20 h 35. A2. Emmenez-moi au théâtre : Une journée particulière.** Ce spectacle est l'adaptation théâtrale du film d'Ettore Scola. Le thème : la rencontre de deux êtres que tout oppose dans l'Italie mussolinienne. Avec Nicole Courcel et Jacques Weber.

**20 h 35. FR3. Le clan des Siciliens.** Un film de truands, avec Delon, Gabin et Lino Ventura.

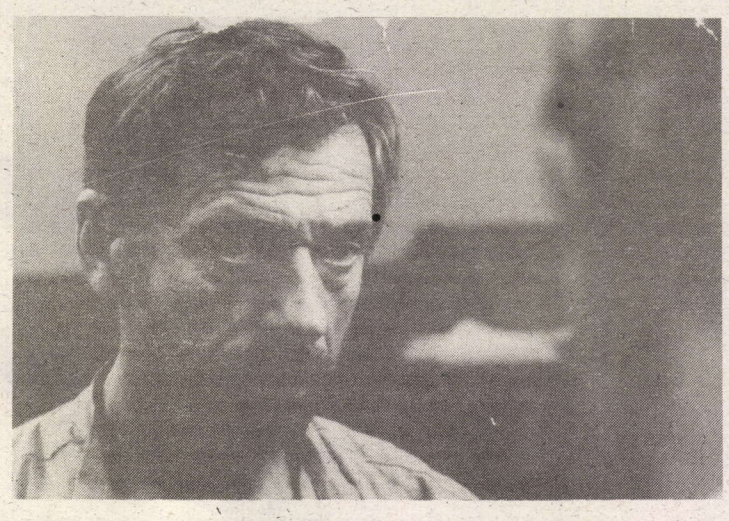
**22 h 15. A2. Plaisir du théâtre.** Présentation de plusieurs pièces à l'affiche à Paris et en province.

### Mardi 29 novembre

**20 h 35. TF1. Cosi fan tutte :** l'opéra de Mozart sous la direction de Daniel Barenboïm. Une excellente interprétation.

**20 h 35. FR3. Les caprices de Marie,** avec Philippe Noiret. Une comédie de Philippe de Broca.

**20 h 40. A2.** Film : **L'aveu** de Costa-Gavras. En Tchécoslovaquie, un ancien vice-ministre des Affaires étrangères est arrêté, jugé, condamné pour une prétendue conspiration contre l'Etat. C'est un règlement de comptes entre dirigeants staliniens et l'histoire d'Arthur London et de son procès que Costa-Gavras a portés à l'écran en 1970.



**22 h 05. FR3. La clé.** Un téléfilm à suspense à propos d'un meurtre.

### Jeudi 1er décembre

**20 h 35. TF1. Le nez à la fenêtre.** Un téléfilm sur l'amitié entre un gosse de onze ans et un chauffeur de taxi retraité.

**21 h 45. A2. Résistances.** Ce magazine des droits de l'homme comportera plusieurs sujets dont un reportage sur les gamins de Colombie, la malnutrition. Un autre reportage rappellera la mort du poète jamaïcain Michel Smith récemment assassiné.

**22 h 20. TF1. Le spectacle de Zouc** enregistré à Bobino en janvier 1981.

**22 h 25. FR3. Boîte aux lettres.** Peter Handke, le chef de file des jeunes écrivains allemands, est l'invité de cette émission littéraire.

### Mercredi 30 novembre

**20 h 35. TF1.** Edition spéciale : **La justice en question :** Badinter, le ministre de la Justice sera le principal invité. Il aura des contradicteurs puisque l'ancien Garde des Sceaux Jean Foyer sera présent, ainsi que Frédéric Pottecher et Me Henri Leclerc. Justice de gauche, justice de droite, mais toujours la même justice de classe...

**20 h 35. A2. Aéroport San Francisco.** Un téléfilm avec Rufus dans le rôle d'un gars un peu paumé en voyage.

### Vendredi 2 décembre

**20 h 35. TF1.** Une heure avec **Patrick Sébastien.**

**20 h 35. A2.** Troisième épisode du feuilleton **Thérèse Humbert** avec Simone Signoret.

**21 h 35. A2. Apostrophes.** Parmi les invités, Plantu, le dessinateur du **Monde** et l'inconnu, qui devrait peut-être venir, celui qui publie sous le nom de Caton et qui devrait donc se dévoiler.

**21 h 40. TF1. La vie de Berlioz.** Quatrième épisode.

**23 h. A2.** Au ciné club :

**Monsieur Verdoux,** avec Charlie Chaplin. L'histoire de Landru, le tueur de femmes, revue et corrigée par Chaplin. Une comédie émouvante où la société est mise en accusation.

# FILMS

## « Vassa »

*Vassa, dans la Russie de 1913, dirige d'une façon implacable son empire, une entreprise de marine marchande sur la Volga.*

*Dans une famille où le mari est un débauché amateur de petites filles, le fils, un incapable, les deux filles, des nigaudes et des oisives, seules deux femmes apparaissent comme dignes d'intérêt : Vassa, tout inhumaine qu'elle soit, et sa belle-fille, Rachel, une militante social-démocrate, recherchée par la police tsariste, deux femmes qui s'affrontent — Rachel est venue rechercher son fils et Vassa est prête à la dénoncer —, mais qui s'estiment aussi.*

*La famille de Vassa se décompose, et la société russe de 1913 aussi : ce film de Gleb Panfilov, réalisé d'après une pièce de Maxime Gorki, le montre lentement — le film dure 2 h 15 —, mais d'une façon intéressante et nuancée.*

***Ghislaine GAUTHIER***

## « Cœurs captifs »

de Michael Redford

**La Deuxième Guerre mondiale a obligé des millions d'hommes à aller se battre ou à être déportés d'un pays ou d'un continent à l'autre. Coup sur coup, autour d'une histoire d'amour, deux films ont pris pour toile de fond ce fait que des milliers d'hommes ont été envoyés sur des champs de bataille étrangers pendant que dans leurs pays d'origine ce sont les travailleurs étrangers faits prisonniers qui les remplaçaient à leur travail. Le film de Wajda *Un amour en Allemagne* illustrait le cas d'un prisonnier polonais en Allemagne nazie. Un film anglais de Michael Redford : *Cœurs captifs* évoque le « séjour » de prisonniers italiens en Ecosse. Ce film,sans grand moyen mais avec beaucoup de finesse, rappelle que dans les pays « démocratiques » on employait les prisonniers comme main-d'œuvre. Le réalisateur s'attache à montrer l'hostilité ambiante de la population anglaise, le racisme feutré, l'hypocrisie des règles « démocratiques », etc.**

**Le film est assez lent, tout en nuance. Un film sensible, très réussi.**

***Samuel LATAN***

## « A nos amours »

de Maurice Pialat

Suzanne, dès 15 ans, passe des bras d'un garçon à l'autre. Elle découvre qu'elle aime l'amour, mais qu'elle ne tient pas spécialement aux garçons avec qui elle le fait, pas plus qu'elle ne tient à ses études, ou à quoi que ce soit, sauf à son père...

Pourtant, elle est bien attachante, cette Suzanne, interprétée par Sandrine Bonnaire, une adolescente qui tient, dans les interviews qu'on lui demande, à rappeler qu'elle est issue d'un milieu ouvrier... et qui joue avec beaucoup de naturel son personnage de fille pas très heureuse, entretenant des relations conflictuelles avec sa mère, une névrosée, et avec son frère, attaché d'une manière passionnelle à sa mère.

Il y a quelques moments bien sentis, bien joués ; en particulier la courte discussion que parviennent à avoir, pour une fois, Suzanne et son père, interprété par Maurice Pialat, le réalisateur lui-même, quand il lui annonce sa décision de quitter la maison, quand il essaie de comprendre, sans la juger, sa fille, qui a tant de mal à aimer ; et aussi son irruption dans le repas qui réunit Suzanne et son frère, leurs conjoints respectifs, leur mère, un beau-frère, et où il démolit, en quelques phrases, le petit confort moral dans lequel se sont réfugiés ses enfants.

Pourtant le pessimisme du film laisse perplexe. Suzanne est en fin de compte condamnée à la médiocrité et cela semble sans espoir. Et pour son frère, intellectuel raté, c'est sans espoir aussi.

Alors, Maurice Pialat a réalisé un film tout simple, certes, qui sonne juste, et c'est rare. Mais c'est pauvre, et quel en est l'intérêt ?

*Sylvie FRIEDMAN*

## « *Un fauteuil pour deux* »

de John Landis

***« Mieux vaut être riche et bien portant que pauvre et malade ! ».*** *Mais le fait d'être riche et bien portant comme Louis Winthrope III, fondé de pouvoir dans une importante agence de courtage de Philadelphie, peut-il lui assurer à coup sûr de ne pas déchoir ? C'est pourtant ce qui va lui arriver. Par la fantaisie de ses puissants patrons, les Duke and Duke, il va se retrouver à la rue, accusé des pires méfaits, vol, trafic de drogue, prostitution... et remplacé dans ses importantes fonctions par un sympathique Noir, Billy Ray Valentine, un tantinet crapule, qui joue les mendiants-cul-de-jatte dans les squares.*

*Pour l'un, plus de riche fiancée, plus de club, plus de cartes de crédit, plus d'amis... Il ne tarde pas à commettre des actes répréhensibles par la loi. Pour l'autre, un hôtel particulier, un serviteur blanc, des cravates d'université... Après quelque temps de méfiance, il commence à rentrer dans la peau d'un businessman. C'était là la teneur du pari des grands patrons (le comportement est-il inné ou déterminé par le milieu ?), véritables « deus ex machina » de cette rocambolesque situation. Bien qu'un peu laborieux, le film nous vaut d'excellentes scènes. Louis Winthrope est détestable à souhait, Billy Ray Valentine emporte la sympathie... et bien entendu tout se terminera bien, les deux cobayes donnant une sévère leçon de spéculation boursière à leurs tourmenteurs. Un bon moment de franche et saine rigolade.*

***André JUILLIARD***

## SELECTION CINEMA

### Dans les salles parisiennes

#### Films récents...

**AU NOM DE TOUS LES MIENS.**
**de Robert Enrico.**

A travers la vie du Juif polonais Martin Gray, une évocation de la guerre, des camps de la mort et du soulèvement du ghetto de Varsovie de 1943.

**Forum Arc en Ciel 1er. Paramount Marivaux 2e. Rex 2e. UGC Opéra 2e. Ciné Beaubourg-Les-Halles 3e. Odéon 6e. Rotonde 6e. Normandie 8e. Publicis Elysées 8e. Paramount Opéra 9e. UGC Gare de Lyon 12e. Paramount Galaxie 13e. UGC Gobelins 13e. Paramount Montparnasse 14e. Paramount Orléans 14e. Kinopanorama 15e. 14 Juillet 15e. UGC Convention 15e. Passy 16e. Paramount Maillot 17e. Clichy Pathé 18e. Secretan 19e.**

**UN AMOUR EN ALLEMAGNE.**
**de Wajda.**

Pendant la dernière guerre dans un petit village allemand, une femme allemande aime un prisonnier polonais : un interdit qui coûte la vie dans l'Allemagne nazie.

**Gaumont-Les-Halles 1er (vo). Hautefeuille 6e (vo). Pagode 7e (vo). Colisée 8e (vo). Lumière 9e. 14 Juillet 11e (vo). Miramar 14e. Sept Parnassiens 14e (vo).**

**LES PRINCES.**
**de Tony Gatlif**

La vie quotidienne d'une famille de gitans. Un témoignage poignant et révoltant sur une communauté qui veut vivre.

**Forum Arc en Ciel 1er. UGC Opéra 2e. Danton 6e. 14 Juillet 11e. Paramount Montparnasse 14e. Images 18e.**

**LA BALLADE DE NARAYAMA.**
**de Shohei Imamura.**

Dans un village japonais, les vieillards doivent se retirer sur la montagne pour y mourir. Une légende mais aussi une description de la vie dure des paysans pauvres. Un film intéressant et émouvant.

**Gaumont Les Halles 1er (vo). Impérial 2e. Hautefeuille 6e (vo). Colisée 8e (vo).**

**RUE CASES-NÈGRES.**
**de Euzhan Palcy.**

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

**Rio Opéra 2e. Ciné Beaubourg Les Halles 3e. Danton 6e. Marbeuf 8e. UGC Gobelins 13e. Montparnasse Pathé 14e. 14 Juillet 15e.**

#### ... et moins récents

**LE VOLEUR DE BICYCLETTE.**
**de Vittorio de Sica.**

Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre.

**Olympic Saint-Germain 6e (vo). Olympic Balzac 8e (vo). Olympic Entrepôt 14e (vo).**

**VICTOR-VICTORIA.**
**de Blake Edwards.**

Pour gagner sa vie, une femme se fait passer pour un homme qui se travestit en femme... Un coup de griffe désopilant contre les machos de tous poils !

**Saint Michel 5e (vo).**

## LES AFFRONTEMENTS ENTRE LES FRACTIONS DE L'OLP A TRIPOLI

# L'isolement d'Arafat

***Cela fait maintenant plusieurs semaines que s'affrontent, autour de Tripoli, les partisans d'Arafat et les dissidents de l'OLP soutenus par les Syriens.***

***Et si depuis lundi les combats ont à peu près cessé, la trêve est bien précaire. Les habitants de Tripoli, en tout cas, continuent à évacuer leur ville, autour de laquelle campent les dissidents de l'OLP et l'armée syrienne, avec ses dizaines de chars, ces cent cinquante canons lourds, sa centaine de lance-missiles, etc.***

***Et il ne reste pour soutenir Arafat, ses combattants et les réfugiés palestiniens repliés sur Tripoli — en tout 4 000 personnes sans doute —, que les milices libanaises sunnites de Tripoli qui, elles aussi, se sentent directement concernées par la menace syrienne !***

Arafat en est réduit aujourd'hui à solliciter l'intervention diplomatique des pays arabes, de l'Arabie Saoudite en particulier, ou celle de pays qu'il qualifie d'amis, comme la France.

Mais que peut donc attendre Arafat de ces interventions diplomatiques ? Au mieux qu'elles fassent pression sur les dirigeants syriens pour qu'ils poussent les dissidents à accepter un compromis. Le ministre des Affaires étrangères saoudien s'y était employé cette semaine, et avait même proposé un projet d'accord qui avait l'aval d'Arafat. Mais ce projet a capoté. Les dissidents ont refusé d'en tenir compte. Et les dirigeants syriens, dont les intérêts et les projets ne se confondent pas nécessairement avec ceux des dissidents, continuent à les soutenir et à les aider. Car, au travers de ce conflit entre fractions de l'OLP, ils poursuivent leur projet, qui est de mettre ce qui reste de la Résistance palestinienne organisée sous leur contrôle, même au prix de l'écrasement des camps et de la ville de Tripoli, et de montrer ainsi qu'il faudra compter avec eux dans toute négociation concernant le Liban.

Alors, les négociations peuvent quand même continuer, et Arafat espérer quand même que, dans les jours qui viennent, les pressions qui s'exerceront sur la Syrie pourront lui permettre de quitter Tripoli avec ses combattants et leurs familles en direction d'un nouveau lieu d'exil, où il sera encore un peu plus impuissant.

Mais force est de constater qu'une fois de plus, comme en Jordanie en 1970, comme au Liban en 1976, c'est un régime arabe qui se charge de vaincre Arafat et de massacrer ses troupes. Et force est aussi de constater que la situation dans laquelle se retrouve Arafat, son isolement, sa défaite militaire, découle du choix fondamental qu'il a fait au départ : celui de se comporter comme le futur chef d'un Etat palestinien, et uniquement comme tel. Il s'est donné comme but de créer un Etat palestinien et, pour cela, de construire une organisation capable d'en constituer l'ossature, de construire une sorte d'appareil politique et militaire en exil. Il n'a voulu compter que sur celui-ci, et sur le soutien des Etats arabes en place pour parvenir à ses fins.

Et du coup, il a tout fait pour que la lutte des Palestiniens, une lutte qui rencontrait pourtant la sympathie de toutes les populations des pays arabes, ne devienne pas une lutte qui aurait regroupé dans un même combat tous les

*Tripoli : un groupe de combattants palestiniens partisans d'Arafat.*

opprimés des pays arabes. Car une telle lutte aurait bien sûr amené cette population pauvre à se dresser contre ses propres oppresseurs, contre les Etats arabes. De cela, Arafat ne voulait pas.

En Jordanie en 1970, comme au Liban en 1976, il a préféré laisser les Palestiniens être écrasés seuls, plutôt que d'appeler à la révolte les populations pauvres de ces pays contre leurs oppresseurs, leurs propres Etats.

Cette politique a permis à Arafat, du moins jusqu'à cet été, de ne plus être considéré par les autres chefs d'Etat comme le chef d'une bande de terroristes, et d'être reconnu par les uns et par les autres comme un possible chef d'Etat. Cela lui a permis d'obtenir leur soutien et leur alliance dans les moments où ce soutien et cette alliance servaient leur politique. Mais le prix du sang, des défaites et des humiliations que la politique d'Arafat a entraînés, ce sont les combattants palestiniens et la population palestinienne tout entière qui l'ont payé et qui continuent à le payer.

*S.F.*

## LA GAUCHE ET LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE

# S'écrasera ? S'écrasera pas ?

**Le projet de loi sur la presse destiné à remplacer la loi de 1944 à peine présenté, les réactions de la droite ne se sont pas fait attendre : *« Une loi destinée à torpiller la presse »*, titre le *France-Soir* d'Hersant. *« Le pouvoir socialiste veut verrouiller la presse écrite »*, déclare Jean-Claude Gaudin au nom de l'UDF. *« Une loi scélérate (...) qui rappelle Vichy »*, ajoute le RPR Robert-André Vivien.**

**La bataille est donc engagée. Et elle promet d'être chaude jusqu'au 13 décembre, date de la discussion devant l'Assemblée nationale.**

**Et elle risque fort encore de se terminer par une déculottade de la part du gouvernement. Alors décidément, la gauche n'a pas de chance avec ses réformettes. A chaque fois, quelles que soient les précautions prises, quelles que soient les garanties offertes à la droite, celle-ci refuse de jouer le jeu. Ou plutôt, au contraire, joue à plein le petit jeu de l'opposition parlementaire.**

**Et la gauche de reculer d'autant plus piteusement qu'elle avait claironné plus fort son projet : « Vous allez voir ce que vous allez voir ! Retenez-moi, ou je fais un malheur ! ». Et on a vu. Et le malheur a surtout été une série de pitoyables dégonflades : mairie de Paris, réforme hospitalière, loi Savary, etc.**

**Aujourd'hui, avec la loi sur la presse, le terrain est prêt pour qu'il en soit encore de même. Si la droite entend avec ravissement la musique militaire jouée par le chef d'orchestre Mitterrand au Tchad et au Liban, elle n'entend pas pour autant désarmer face à la gauche. Et pendant que Mitterrand mène les vraies batailles, au nom de la bourgeoisie française, les partis, eux, conduisent les escarmouches parlementaires. Mais si les premières sont meurtrières, les secondes ne détruisent que l'amour propre des hommes politiques de la gauche. Peu de chose, en somme. Mais elles sapent aussi le crédit des militants et des idées de gauche. Et c'est plus grave !**

***Alain MARQUET***

# Dernier tango à Paris ?

Depuis deux ans qu'ils sont au pouvoir, les socialistes n'ont pas cessé de danser d'un pied sur l'autre : un pas en avant, un autre en arrière ; une passe à gauche, une autre à droite. De véritables danseurs mondains ! Et bien entraînés ! Mais dont les reculades ont de quoi lasser ceux qui les ont mis en piste.

Leurs premiers pas sont de 1981, avec les nationalisations. A l'annonce des indemnisations, la Bourse crie au voleur. Le gouvernement, intimidé comme un jeune homme, désserre la sienne... et paye !

Après cet exploit, les reculades s'enchaînent. Un véritable bal...

L'impôt sur les grandes fortunes. Il est voté, mais considérablement réduit dans son application : il faut un patrimoine de plus de 500 millions et les pourcentages d'imposition sont très faibles.

La loi Quilliot. A droite, on crie à la fin de la propriété et de la liberté, ces deux colonnes de 1789 : le gouvernement assouplit les possibilités de renvoyer les locataires.

La loi Sécurité et Liberté de Peyrefitte. Une simple circulaire de Badinter l'abolit dès octobre 1981. Levée de boucliers. Les syndicats de policiers et de magistrats hurlent au laxisme. Revirement. La nouvelle loi n'oubliera pas les contrôles d'identité.

Les pouvoirs du maire de Paris. Machine de guerre contre Chirac : un vrai bide. La remise en cause se termine par un fiasco. Chirac sort grand vainqueur du pas de deux : il reste élu ; les mairies d'arrondissement n'ont presque aucun pouvoir.

Arrive la glissade arrière la plus réussie, un véritable tango : la réforme hospitalière. Les premiers pas sont hésitants. Ralite revient sans revenir sur la suppression du secteur privé dans les hôpitaux. Mais surtout, la réforme de la profession entraîne les grèves des médecins hospitaliers. Un mois de grève totale. Pour se terminer par l'abdication pure et simple. Pierre Mauroy, la corde au cou et en chemise, tenue peu pratique pour le tango, rend les armes. Devant 4 000 grévistes réunis sous un chapiteau à Versailles, il s'engage par écrit à leur donner... pleine et entière satisfaction : pas de médecins de rang B, pas d'intégration des universités de médecine, pas d'homogénéisation du financement des cliniques privées.

Après cette réussite brillante, échine souple et pas glissant, le bal continue... Réforme de l'université. Droits de succession, afin de *« surtaxer les grosses fortunes »*, selon Mitterrand : le projet ne touchera qu'aux héritages supérieurs à 10 millions la part (un milliard ancien par personne héritière !). Projet Savary. Sans cesse voué aux enfers, il finit par être béni des sacristies. Etc.

Même l'actuel projet de loi sur la presse est déjà un splendide coulé arrière. Il consiste à accepter l'état de fait, afin de ne pas appliquer la loi de 1944 qui viserait presque tous les groupes de presse actuels, et au nom de laquelle Hersant est depuis plusieurs années sous le coup d'une inculpation. Avec le projet actuel, celui-ci, et lui seul, serait obligé de modifier ses structures juridiques. Ce qui ne signifie pas une diminution de son empire.

Mais même comme ça, il n'est pas dit que cela passe.

*A.M.*

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995.